

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
JEUDI 7 OCTOBRE 1971
N° 510, 1,50 F



LUTTES SOCIALES :
le débat se précise

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Direction politique :
Christian Guerche

Secrétaire de rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique de rédaction :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Christian Leucate - Robert Michel - Henry Rosengart.

Rédaction :

Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantale - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutot - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction :
566-45-37

Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)

Abonnements

6 mois 22 F
1 ans 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Photos :
A.F.P. (p. 5, 6, 8, 16), A.G.I.P. (p. 12), Collombert (p. 2), Mathelin (p. 14), D.R. (p. 15).

Le présent numéro est tiré
à 23.000 exemplaires

PANTHÉON

Petit à petit

(V.O.)

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h

Au sommaire

Page 4 - La lettre du P.S.U. aux organisations révolutionnaires.

Page 5 - Le nouveau profil du P.C.F., par Serge Mallet.

Page 7 - La rentrée de Séguy, par François Gyr.

Page 8 - La grève des enseignants, par Albert Rousselles.

Page 9 - Pour lancer le débat sur l'école, par Gérard Féran.

Page 10 - Vacances populaires, vacances profitables, par Alain Moutot.

Page 11 : Brésil : Après la mort de Carlos Lamarca.

Page 12 - Où en est l'extrême-gauche U.S. ? par Jean-Louis Auduc.

Page 13 - Après la farce électorale de Saïgon.

Page 14 - Scandales (suite) par Jean Verger.

Page 15 - Voyages au bout de la nuit, par Dominique Nores.

Page 16 - Brejnev à Paris, par Manuel Bridier.

● L'abondance des matières nous oblige à reporter à notre prochain numéro la publication de la deuxième partie de notre dossier sur l'industrie pharmaceutique.

L'AMOUR APRES 40 ANS



D' LAGROUA WEILL HALLE / D' VALENSIN
EDITIONS GUY DE MONCEAU

Ce n'est pas à la fréquence du désir que se mesure un amour, mais à la perfection de l'acte qui l'épanouit.

On a cru longtemps que l'amour et la sexualité étaient l'apanage de la jeunesse, aussi l'ignorance des problèmes de la sexualité est-elle grande chez les plus de 40 ans. Comment pourrait-il en être autrement puisque leur éducation a délibérément méconnu ces questions ?

L'ouvrage qui comble une telle lacune a pour auteurs :

- Le Dr LAGROUA WEILL HALLE, spécialiste des problèmes du couple ;
- Et le Dr VALENSIN, éminent sexologue dont les livres font autorité en France et à l'étranger.

QUELQUES-UNS DES CAS EXPOSES

Que faire avec un mari cardiaque ? La fréquence des rapports à l'âge mur. Un couple peut-il revivre après de longues années de séparation, l'amour de ses vingt ans ? Un mari dont la virilité baisse alors que sa femme s'épanouit. Comment compenser les troubles sexuels après l'ablation des ovaires ? La ménopause et les satisfactions solitaires. Le renouveau sexuel chez les vieux couples. Que faire lorsque les désirs ne persistent que chez un seul des deux conjoints ? La contraception après 40 ans. La jalousie de la ménopause. Les obsédées sexuelles. Des lettres confidentielles sur la sexualité des plus de 40 ans.

Vente à nos bureaux ou par correspondance.

EDITIONS GUY DE MONCEAU, 34, rue de Chazelles, Paris 17^e. WAG. 34-62.

Paiement par chèque, mandat,
C.C.P. PARIS 6747-57, France ;
à la commande : 25 F

BON Veuillez m'adresser ...
exemplaires de
« l'Amour à 40 ans ».
Nom
Adresse
.....
Mode de paiement choisi
.....

T. S.

En bref

Quand un débauché débauche

J. L. Auduc

Jean Poperen, dans un article de « Synthèse Flash » repris par le « Monde » du 6 octobre, porte une série de jugements péremptoires sur le P.S.U.

Ce connaisseur, s'il en fut, de la lutte révolutionnaire, accuse « le P.S.U. de céder du terrain devant les trotskystes ».

Nous n'avons, quant à nous, jamais accusé Jean Poperen de semblables choses lorsqu'il invitait en mars 71 à la dernière session de l'E.R.I.S. (Etudes, Recherches et Informations Socialistes), institut qu'il préside, le camarade Charles Berg, secrétaire national de l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme.

Mais où il dépasse les bornes, c'est quand il en vient à écrire que la « 9^e section pari-

sienne du P.S.U. vient de passer à la Ligue Communiste ».

Militant depuis mars 1969 à cette section, je tiens à rassurer Jean Poperen.

Qu'il ne prenne pas ses désirs d'applaudir un recul du P.S.U. pour une réalité.

En aucun cas, l'ensemble de cette section n'est passé à la Ligue Communiste. Si, après le Congrès de Lille, deux camarades ont décidé de rallier cette organisation, la majorité des militants de cette section sont décidés à poursuivre le combat révolutionnaire au sein du P.S.U. et non pas de se perdre en palabres avec les sociaux-démocrates.

Il faudra trouver d'autres choses, Jean Poperen, pour mener une polémique politique par rapport au P.S.U.

Licenciements

Les licenciements collectifs se multiplient. Le problème de l'emploi risque fort durant cet hiver d'être un des problèmes majeurs du combat de la classe ouvrière. Les derniers exemples en date :

— Saunier-Duval à Bezons : 30 licenciements annoncés le 26 septembre ;

— fermeture de l'imprimerie Lang ;

— fermeture des Papeteries Navarre de Roanne : 450 travailleurs licenciés ;

— annonce de 198 licenciements à l'entreprise Allischalmers à Dieppe ;

— 127 licenciements aux Brasseries de Charmes (Vosges).

Un cas aussi important que les précédents est à mettre en liaison avec les difficultés que connaît le trust allemand Hoesch (chimie). Ce trust participe pour 49 % au groupe français Roussel-U.C.L.A.F.

Dans son établissement de la Plaine-Saint-Denis ce groupe a déjà, depuis le 1^{er} janvier, supprimé 160 emplois et en annonce 200 autres avant avril 1972. Ces prévisions porteraient à 400 (sur 1.100 salariés) le nombre des licenciements.

Les travailleurs, là encore, paient les conséquences des réorganisations capitalistes.

Sur le front de l'emploi, l'automne sera chaud.

Prochainement n° spécial

TS - "Femmes"

Un T.S. spécial sur les problèmes « femmes » va sortir prochainement et abordera un certain nombre de problèmes ouvrant la discussion non seulement dans le parti mais avec toutes les femmes en lutte dans les entreprises et dans les quartiers.

Ce T.S. permettra de préparer des assises nationales dès le début de l'année 72.

Les fédérations sont priées de commander très rapidement ce numéro spécial qui doit être un outil militant pour permettre de poser ce problème en termes révolutionnaires et de dégager une ligne politique sur un problème trop longtemps passé sous silence.

Fédérations, sections, passez vos commandes dès maintenant

à Tribune Socialiste, 9, rue Borromée, Paris 15^e
C. C. P. Paris 5826.65

Prix : 1,50 F (Prix de vente : 2 F)

Paiement à la commande

La réponse à Pompidou

Michel Rocard

Nous vivons sous un régime bavard. Cela ne se reconnaît pas seulement au fait que le haut lieu des Pouvoirs publics s'appelle le Parlement, cela se reconnaît beaucoup plus au fait que, de toutes parts, on essaie de nous faire croire que les événements politiques essentiels sont des déclarations ou des interviews, que la politique se fait principalement à travers des discours. Une certaine presse est là dangereusement complice d'un régime qui a d'autant plus d'intérêt à bavarder qu'il lui faut cacher tantôt le fait qu'il n'agit pas, tantôt le fait qu'il agit en faveur des privilégiés et contre l'intérêt des travailleurs.

De Gaulle gouvernait par le verbe ; Pompidou bavarde. Sa dernière conférence de presse ne proposait aucun projet, aucune vision d'avenir, aucune mesure précise pour le court terme. Il lui fallait simplement confirmer que c'est lui qui gouverne, même si ce « gouvernement » se borne à gérer des privilèges de classe.

Dès lors se pose un problème : faut-il répondre, et comment ? Pour nous, mener une action politique, c'est lutter pour changer les conditions de la vie quotidienne. Tout discours, toute déclaration qui donne l'impression que, pour nous, le combat principal se livre en paroles est une diversion, une fuite devant la dureté de la lutte, et, finalement, l'acceptation de règles du jeu truquées par l'adversaire. Mais, en même temps, le silence est une occasion donnée à l'adversaire de se faire seul entendre. Pompidou ne parle pas au nom de la France, mais au nom de la bourgeoisie française. Les travailleurs sont exclus de son propos : ils ont le devoir de lui répondre, mais par l'action.

Au cours des semaines récentes, ce sont les travailleurs d'Évian-Cachat qui lui ont répondu. Et de toutes les manières à la fois, car leur grève est exemplaire. Une assemblée ouvriers-paysans particulière, convoquée le dimanche 3 octobre sur l'invitation de la section P.S.U. du Chablais — la section très militante qui, déjà l'année dernière, avait mené une action réussie contre la privatisation des plages du lac Léman — a permis de tirer le bilan de cette lutte et d'en prolonger les résultats.

On connaît le déroulement de la lutte. M. Pompidou, dans ses conférences de presse, n'évoque jamais la dureté de la vie au travail, la fatigue des hommes qui produisent la richesse que ses grands électeurs se répartissent entre eux. Mais les onze cents travailleurs de la Cachat, parmi beaucoup d'autres, ressentent très physiquement ce que veut dire rationalisation de la production, ou développement de la productivité, ou augmentation des profits. Soixante-quatorze d'entre eux, les « empileurs », s'aperçoivent que la direction cherche à augmenter petit à petit le tonnage total qu'ils manipulent chaque jour. Ils engagent la lutte.

Immédiatement, et sur ce seul problème de conditions de travail, c'est-à-dire d'arbitraire patronal, la totalité des travailleurs de l'usine sont solidaires. Les deux sections syndicales, C.F.D.T. et C.G.T., envisagent la grève et la

proposent d'abord de vingt-quatre heures. En assemblée, les travailleurs décident la grève illimitée et l'occupation de l'usine, ce dernier point malgré une C.G.T. très réticente. Mais elle applique. La grève dure trois semaines, les travailleurs prenant l'essentiel des décisions en assemblée et les sections syndicales appliquant sans réserve ces décisions collectives ; les militants P.S.U. de l'entreprise n'apparaissent que comme des travailleurs parmi d'autres, apportant à l'ensemble leur combativité et leurs propositions au service de la discipline collective.

Assez vite se pose le problème du soutien de la population, de plus en plus nécessaire au fur et à mesure que la grève dure. La création d'un comité de soutien est décidée au cours d'une réunion tenue dans l'entreprise, mais à laquelle participent des militants extérieurs. Un de nos camarades en est désigné comme responsable. Il reçoit, par téléphone ou par correspondance, l'accord d'un certain nombre d'organisations : sections d'entreprise C.G.T. et C.F.D.T., unions locales C.G.T. et C.F.D.T., Parti communiste, P.S.U., Vie nouvelle et Secours rouge. A la première réunion du comité de soutien, à laquelle de très nombreux travailleurs de l'entreprise participent, le Parti communiste demande l'exclusion du Secours rouge. Les travailleurs refusent cette exclusion et le P.C. se retire, suivi de l'union locale C.G.T.. Mais la section C.G.T. de l'entreprise reste !

Un très gros travail se fait alors. Par le canal d'un certain nombre de jeunes militants devenus conseillers municipaux dans les petites communes du voisinage, toute la population des vallées est alertée, des subsides arrivent. La collecte totale atteint douze millions d'anciens francs. Deux manifestations sont organisées dont l'une regroupe beaucoup plus de mille personnes. Aussi loin que les mémoires remontent, on n'avait jamais vu cela à Thonon. Des distributions de produits alimentaires se font grâce aux contacts établis par le comité de soutien avec les agriculteurs d'alentour et même avec certains pêcheurs du lac Léman.

Passons sur les péripéties ; le soutien populaire s'amplifiant, la solidarité ouvrière est un bloc sans faille bien que l'objet direct de la grève ne concerne que soixante-quatorze travailleurs sur onze cents. Après une ultime négociation de près de treize heures, Riboud, le grand patron, cède. Il faut cependant un nouveau débrayage de trois quarts d'heure, juste après la reprise du travail, pour empêcher la direction d'essayer de grignoter sur les nouvelles conditions de manutention consenties dans l'accord, et c'est une confirmation de la victoire.

Après une lutte aussi remarquable par son déroulement que par son résultat, le bilan s'imposait. Sur invitation, une soixantaine de personnes, ouvriers de l'entreprise, agriculteurs, militants syndicalistes d'autres entreprises, membres du comité de soutien participent à l'assemblée ouvriers et paysans. La discussion responsable, précise, passionnante, à laquelle plus

de la moitié des présents, hommes et femmes, prennent part, revient sur tous les points essentiels.

Les travailleurs avaient étudié l'idée de relancer en autogestion une des chaînes d'embouteillage pour démontrer tout à la fois leur sens des responsabilités devant les besoins des hôpitaux et des maternités et leur capacité de conduire la production en l'absence de la direction. Au cours de l'année précédente, d'ailleurs, cette démonstration avait été faite : l'usine avait tourné avec un excellent rendement pendant une grève totale de tout le personnel d'encadrement dont les travailleurs ouvriers n'étaient pas solidaires. Mais, cette fois-ci, ce ne fut pas réalisable car il aurait fallu l'accord d'un ou deux contrôleurs de qualité, ce qui n'a pas été possible : l'autogestion suppose résolues bien des contradictions secondaires parmi les travailleurs.

L'assemblée a entendu également les agriculteurs expliquer les raisons de leur soutien : elles ne tiennent pas à la charité, mais à la découverte que l'ennemi est commun : le capitalisme et la loi du marché. On s'est interrogé alors sur la possibilité d'une manifestation ouvrière dans le cas où une répression s'abattrait sur les paysans en cause, à travers le Crédit agricole, par exemple, et cela ne semblait pas faire de difficultés.

Les responsables politiques présents se bornant à écouter et à poser des questions, l'assemblée est revenue en détail sur le rôle du parti dans une telle lutte : soutien ou récupération ? Un peu des deux disaient certains ! Sans le parti et sans les conseillers municipaux des villages, la liaison avec la population aurait été moins solide et la perspective politique plus floue disaient les autres. En tout cas, tout le monde a avancé, les militants politiques vers une plus grande capacité d'écouter la base et de l'informer sans la manipuler, les autres vers une perspective plus large que le point de départ de la grève : de l'empilage des cartons au contrôle ouvrier.

La Direction politique nationale du P.S.U. a décidé, lors de sa dernière réunion, d'organiser des assemblées ouvriers-paysans non seulement pour l'élaboration du programme révolutionnaire, ce qui reste à faire, mais aussi sur des problèmes locaux ou régionaux précis.

L'assemblée de Thonon est la première exécution de ce mandat. Elle a montré à la fois l'importance du coup porté au pouvoir patronal et la capacité des travailleurs et de la population à créer de nouvelles formes de décision dans l'entreprise, de nouveaux rapports sociaux entre les travailleurs et la population.

C'est ainsi que doit se définir, à travers la lutte, un projet socialiste né de l'expérience commune. Le travail du parti, tout au long de cette année, doit consister à relier toutes ces luttes à travers un programme révolutionnaire qui en exprime les objectifs et en assure la convergence. Telle est la seule réponse efficace à Pompidou et à tous ceux qui croient que la lutte politique se limite à un débat de leaders au Parlement ou ailleurs. □

Lettre aux organisations révolutionnaires

Le P.S.U. lors de son septième congrès, a tenté une analyse des difficultés que rencontre actuellement le mouvement révolutionnaire et a élaboré un certain nombre de propositions pour les surmonter. Nous aimerions pouvoir en discuter avec vous. S'il existe entre nous des désaccords sur les causes de ces difficultés et sur les objectifs à atteindre, la plupart d'entre nous s'accordent en effet actuellement pour dresser un bilan critique assez serré de ce que l'on a appelé pendant trois ans « le gauchisme ». La force révolutionnaire qui s'est dégagée en Mai 1968 peut certes compter à son actif d'avoir rouvert par ses objectifs et ses formes de lutte la possibilité d'une alternative réellement socialiste, en rupture totale avec le réformisme. Mais elle n'a pas su assurer une jonction durable avec les travailleurs en lutte ; elle n'a pas su non plus, et nous en sommes tous responsables, dépasser le caractère ponctuel et le plus souvent minorisant de ses actions pour donner un support politique à la volonté de transformation sociale manifestée avec force en Mai 68.

Nous nous trouvons dès lors en face de cette situation somme toute paradoxale en cette rentrée d'une remontée et d'une véritable offensive des forces réformistes à l'initiative de F. Mitterrand, auxquelles le P.C.F. s'est définitivement rallié. Et il nous faut reconnaître que la faiblesse du mouvement révolutionnaire risque d'orienter un nombre important de travailleurs vers des espoirs de changements qui seront limités mais que la gauche réformiste s'attache à leur faire apparaître comme « possibles ».

Il va de soi qu'aucune organisation ou courant du mouvement révolutionnaire ne peut accepter de participer à une telle opération, le P.S.U. moins que quiconque comme le montrent les orientations de ses conseils nationaux et de son dernier congrès.

Nous pensons cependant que la force des révolutionnaires dépend avant tout de notre capacité à offrir à l'ensemble des luttes anticapitalistes un réel débouché politique. Ce travail, aucune organisation, aucun courant du mouvement révolutionnaire ne peut le mener à bien seul.

Aussi nous vous proposons d'engager une discussion dans deux directions essentielles :

La première consisterait à mettre en place des structures de débat permettant à tous les membres organisés ou non du mouvement révolutionnaire de discuter sur le fond de la stratégie et du programme des forces révolutionnaires. Une telle confrontation, si elle ne peut suffire à l'élaboration d'une stratégie et d'un programme révolutionnaire unitaire peut permettre un dépassement de désaccords sur des points importants et déboucher sur des initiatives communes capables d'affirmer face aux organisations réformistes l'existence d'un pôle révolutionnaire puissant.

La seconde direction que devraient prendre ces discussions permettrait d'envisager la manière dont ensemble nous pourrions agir selon les 10 directions indiquées lors de notre congrès. Il s'agit pour nous de mettre en évidence les terrains sur lesquels se joue l'avenir du mouvement révolutionnaire par sa capacité à s'unifier sur le ter-

rain des luttes. Ces dix campagnes concernent :

- 1) L'unité avec les travailleurs immigrés.
- 2) La lutte pour le contrôle ouvrier.
- 3) La lutte contre le développement inégal des régions.
- 4) La lutte des paysans prolétariés et paupérisés contre la propriété foncière et pour l'organisation commune du travail de la terre.
- 5) La lutte contre la tutelle des systèmes de formation capitaliste sur l'éducation.
- 6) La lutte pour l'unité et la démocratie ouvrières pour permettre aux travailleurs de s'affirmer dans la lutte.
- 7) La lutte contre toutes les discriminations ou contraintes dont sont victimes les femmes.
- 8) La lutte contre l'utilisation capitaliste du cadre de vie.
- 9) La lutte contre la dégradation des transports publics.
- 10) La lutte pour l'émancipation de la jeunesse.

Il est clair que leur traduction dans les luttes sera différente ; il faudra faire un choix et établir un ordre de priorité.

Dès maintenant, quatre objectifs essentiels nous semblent devoir être dégagés et faire l'objet d'une attitude et d'une action communes du mouvement révolutionnaire, sur des secteurs où il est déjà engagé, mais trop souvent en ordre dispersé, voire en situation de rivalité.

- 1) Soutien au développement des luttes et de la capacité d'organisation autonome des travailleurs immigrés.
- 2) Développement et soutien du travail des comités d'usagers des

transports, comités de locataires, contre l'exploitation capitaliste du cadre de vie, des axes de combats nouveaux doivent être dégagés, capables de mobiliser tous ceux qui ressentent l'oppression croissante des conditions de la vie.

3) Détermination des objectifs propres au mouvement révolutionnaire dans le travail à l'intérieur des entreprises, et des formes de lutte et d'organisation pour les traduire dans les faits.

4) Le soutien de la lutte des paysans prolétariés et les ripostes contre la répression qui s'abat, avec la complicité des forces réformistes, contre tous ceux qui luttent contre les méfaits de la propriété foncière.

A ces 4 objectifs, il convient d'ajouter ce qui, selon nous, pourrait être l'objet prioritaire de nos rencontres, la lutte contre la répression et la recherche des moyens pour une efficacité accrue. Nous devons à ce sujet analyser les objectifs et les difficultés rencontrées par la formation d'un mouvement de masse dans ce secteur.

Pour tout cela, nous vous proposons une rencontre permettant d'approfondir l'analyse que nous faisons de la situation actuelle et des perspectives ouvertes au mouvement révolutionnaire. D'autre part il nous paraît nécessaire d'élargir très vite ces conversations à une rencontre de l'ensemble des courants du mouvement révolutionnaire sur des points précis, pouvant faire l'objet d'une intervention commune.

Croyez, chers camarades, à nos sentiments révolutionnaires.

Michel ROCARD,
secrétaire national du P.S.U.

Réunion Enseignants

Judi 14 octobre - 16 heures
au Siège du Parti

Assemblée générale des enseignants du Parti de la région parisienne.

Ordre du jour :

- Bilan de la rentrée ;
- Bilan de la grève dans le second degré ;
- Perspectives politiques ;
- Problèmes d'organisation.

Les non-enseignants travaillant sur l'école sont invités.

Le Collectif National Enseignement.

LE PEUPLE FRANÇAIS

revue d'histoire populaire

16, rue Marthe-Edouard - 92-Meudon

Les numéros 3 et 4 sont disponibles

Au sommaire du n° 3

- Au Pilon : Clemenceau.
- Les émeutes de 1905 à Limoges.
- « Belle époque » et condition ouvrière.
- La Commune et la poste.
- Une grève dans l'imprimerie au XVI^e siècle.
- Les Jacques.
- « La guerre du pain ».
- Les grèves de 19 en France.
- Luites et littérature populaire.
- Le tirage au sort militaire au XIX^e siècle.

Au sommaire du n° 4

- Sociétés secrètes et groupuscules 1830-1840.
- La police de Fouché.
- Les Garnisaires contre les réfractaires.
- Les expéditions du Mexique.
- La « grande guerre » des civils.
- La Commune et la littérature.
- Ces rois qui font l'impôt.
- Luites et littérature populaire.
- La levée en masse.

Vente au numéro : 2 F à la Librairie de Tribune Socialiste, 9, rue Borromée, Paris-15^e.
Abonnement 1 an : 10 F
C.C.P. . A. DELALE 2.094.25 PARIS

Un nouveau profil

Serge Mallet

Dans une formule embarrassée, Laurent Salini a, dans « l'Humanité », rendu compte en rechignant du sondage effectué par la SOFRES, à l'occasion du débat à « Armes égales » entre Marchais et Chirac... pour regretter le choix et l'orientation des questions qui visaient à « isoler le Parti Communiste » du reste de la gauche. Georges Marchais s'était bien gardé de contester les termes du sondage devant les téléspectateurs : et pour cause — puisque les questions mises en forme par la SOFRES sont rédigées en collaboration avec les deux protagonistes du « Face à face » et que ceux-ci ont le droit de refuser la forme de telle ou telle question. Si les questions étaient « mal posées », la responsabilité en incombe au moins pour partie à Georges Marchais et à ses conseillers. Mais en fait, à la lecture des dites questions, nul ne peut douter que le P.C. avait inspiré le questionnaire, y trouvant une occasion de « tester » les résultats de la ligne de « large ouverture... » à droite sur laquelle il fonde sa stratégie électorale. Le malheur est que ce que révèle le sondage est, de ce point de vue, catastrophique. Deux grandes leçons s'en dégagent en effet :

● la première est que personne, ni parmi les adversaires, ni parmi les sympathisants du Parti Communiste n'adhère à « l'image de marque » que le P.C. cherche de plus en plus à se donner : celle du parti « responsable », « sérieux », garant de l'ordre moral et de la grandeur de la patrie ;

● la deuxième est que, confronté à la perspective d'un match électoral U.D.R.-P.C., le corps électoral (modèle sur lequel est établi l'échantillon de la SOFRES) confirme en 1971 ses options de 1968. Les deux grandes formations monopolistiques de la vie politique française retrouvent à peu près leurs chiffres de 68 : 22 % des interviewés considèrent que le P.C. « a le plus d'avenir », tandis que 42 % réaffirment leur croyance dans les destinées de l'U.D.R. La réalisation de l'accord P.C.-P.S. ne modifie nullement ces perspectives : 21 % des interviewés considèrent que la cohésion d'une majorité issue d'un tel accord serait plus forte que celle de la coalition actuelle, 21 % identique et 34 % plus faible.

La nouvelle image de marque (le P.C. gestionnaire) ne se vend pas

La SOFRES pose une série de questions concernant le parti qui, selon l'interviewé, se préoccupe le plus

de tel ou tel aspect de la vie française :

Sept d'entre elles se rapportent directement au visage gestionnaire et démocratique que le P.C. entend se donner, quatre au contraire se réfèrent à l'image traditionnelle du P.C. « parti de la classe ouvrière » :

● 13 % des consultés considèrent que le P.C. se préoccupe de l'expansion économique (contre 49 % qui attribuent ce rôle à l'U.D.R.). La répartition de ces options par catégorie socio-professionnelle, famille politique et préférence « partisane » établit que 16 % des ouvriers et employés seulement, 9 % des agriculteurs, créditent le P.C. de cette préoccupation, alors que 60 % des agriculteurs, 50 % des employés et cadres et 39 % des ouvriers attribuent ce souci au parti gouvernemental.

Mieux, 36 % seulement des électeurs « d'extrême-gauche » et 21 % de « gauche » croient au P.C. gestionnaire, alors que 28 % des premiers et 45 % des seconds considèrent que l'U.D.R. assure cette fonction. Plus stupéfiant encore, 47 % des interviewés se déclarant sympathisants communistes, moins de la moitié croient que leur parti se préoccupe de l'expansion économique, ce qui ne semble nullement les gêner. Nous retrouvons, encore aggravé, ce hiatus entre l'image que le P.C. veut donner de lui-même et celle que retient de lui l'opinion publique, avec la question concernant « l'indépendance nationale ». Ce pont-aux-ânes de la propagande communiste convainc 8 % des interviewés ! Parmi lesquels 7 % d'agriculteurs, 7 % des cadres et employés, 12 % d'ouvriers. 26 % seulement des électeurs « d'extrême-gauche » et 29 % des électeurs communistes sont sensibles à ce thème de propagande !

Par contre, 55 % des interviewés voient dans le P.C. le parti qui se préoccupe le plus des inégalités sociales, 65 % le meilleur défenseur des salariés et 57 % celui des libertés syndicales.

Cette vision est à peu près également partagée par toutes les catégories sociales. Georges Marchais ne s'y est d'ailleurs pas trompé, qui a, pratiquement, appuyé toute sa démonstration sur ce thème : le P.C. parti des petits, des pauvres, des laborieux, contre l'U.D.R., parti des monopoles.

Mais cette concession faite à « l'opinion publique », les protagonistes d'a « Armes égales » sont mis au courant des résultats du questionnaire 48 heures avant l'émission. Quelles conclusions le P.C. va-t-il en tirer ? Car ce sondage, s'il reflète correctement le sentiment de l'électorat, révèle une extraordinaire cris-



tallisation de l'image du P.C., indépendante et même opposée à sa pratique politique actuelle : elle prouve que le capital de confiance amassé par le Parti Communiste dans la classe ouvrière avant la guerre et dans l'immédiate après-guerre, n'a été que fort peu entamé par sa pratique et sa propagande opportuniste de ces dernières années — et qu'il faut regarder à deux fois avant de croire que la classe ouvrière est désormais « éclairée » sur la nature du Parti Communiste. Mais elle prouve aussi que la direction du P.C. ne peut pas faire n'importe quoi : ses tentatives de séduction auprès des classes moyennes s'avèrent inefficaces. Sa place dans l'opinion reste celle d'un parti « gauchiste ».

Et il y a pour lui quelque danger à persévérer dans une telle coupure entre ce que son électorat attend de lui et ce qu'il prône.

Le dégel de nouvelles forces révolutionnaires ne passe pas par l'unité de la gauche traditionnelle

Ce constat pourrait du même coup inciter au pessimisme : car il manifeste un fixisme électoral, certes connu, mais qui tourne ici à la dérision. Quoi qu'il dise et fasse, le P.C. conserve ses positions à gauche et ne gagne rien sur sa droite. Nous trouvons le reflet de cette situation dans la première partie du questionnaire, qui essaie de prévoir la place des différents partis dans l'opinion électorale actuelle.

Notons d'abord — ce n'est pas sans intérêt pour la suite — que la disparition du général de Gaulle et le discrédit qui frappe l'U.D.R., n'a pas redoré le blason des « partis politiques » dans l'opinion : 32 %

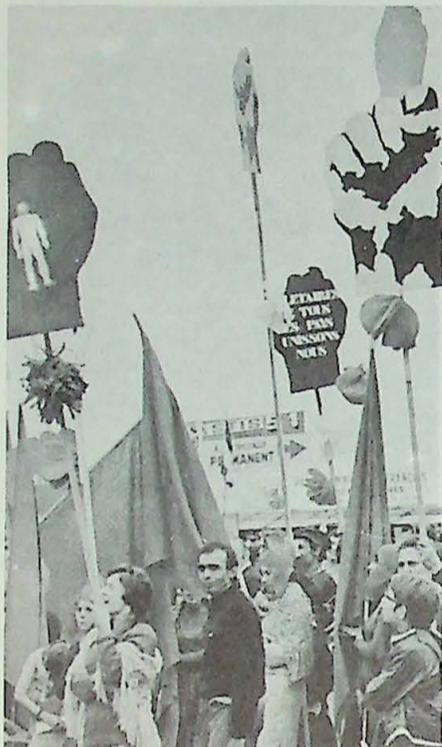
des interviewés considèrent qu'ils jouent un rôle *trop grand* dans la vie politique française et 29 % juste ce qu'il faut. On notera que cette opinion est à peu près également partagée dans toutes les catégories sociales, à l'exception de la couche « industriels, cadres supérieurs, professions libérales, gros commerçants » — c'est-à-dire la bourgeoisie où une majorité relative des interviewés (35 %) manifeste un regret de leur trop faible rôle.

Où est l'avenir ?

Mais voyons maintenant les questions relatives aux seuls formations représentées lors de l'émission : P.C. et U.D.R. La question la plus précise, celle qui indique l'image du corps électoral telle que se la représentent les interviewés, c'est la suivante : Qui, du Parti Communiste ou de l'U.D.R. vous semble le parti qui a le plus d'avenir ? :

22 % des interviewés répondent le P.C. ; 42 % l'U.D.R. ; 36 % sont sans opinion. Ces pourcentages recouvrent exactement les chiffres électoraux récents, ceux de 68. Le dépouillement socio-professionnel établit que 25 % des ouvriers et employés, 14 % des agriculteurs, 13 % des commerçants et artisans croient à « l'avenir » du P.C. Paradoxalement, c'est dans la bourgeoisie (27 %) que se trouve la plus large fraction d'interviewés qui font confiance à l'avenir du P.C. L'U.D.R. semble par contre avoir le « vent en poupe ». Là encore, c'est dans la bourgeoisie que la confiance lui est la plus chichement accordée (35 %). Par contre, 36 % des ouvriers, 41 % des employés et cadres moyens, 52 % des agriculteurs et des commerçants et artisans lui accordent un brevet de longévité politique.

On peut donc trouver dans la question qui suit une explication de ces orientations : 20 % des interviewés considèrent le P.C. « plus démocratique » que l'U.D.R. et 41 % l'U.D.R. Notons au passage que ce dernier jugement est partagé par 33 % des interviewés se situant dans la « gauche non-communiste », alors que 22 % seulement de ceux-ci lui préfèrent le sens démocratique du P.C.



On conçoit que le P.C., qui a laissé poser en ces termes le questionnaire qui devait ouvrir le débat où son secrétaire général (encore adjoint) affrontait pour la première fois les masses de téléspectateurs, n'ait nulle envie de pavoiser. Si l'échantillonnage de la SOFRES est judicieux et je dirai pourquoi je pense qu'il l'est, il remet à leur place bien des illusions électorales. N'oublions pas que ce sondage a été réalisé au début du mois de septembre, dans la conjoncture marquée par la hausse vertigineuse des prix, l'augmentation des transports, les remous de l'affaire Rives-Henry et la révolte de la police, tous événements peu propices à relever le prestige de la majorité sortante.

Or, il laisse apparaître une situation absolument inchangée dans l'opinion. Le P.C. piétine sur les pourcentages qui sont les siens depuis 15 ans et l'U.D.R. conserve ses positions de 1968, les meilleures qu'elle ait eues.

Et pourtant, la comparaison de ce sondage avec le dernier sondage réalisé par le même organisme sur un sujet directement politique, celui entrepris en Mai 71 pour « éclairer l'émission « L'Ordre, pourquoi faire ? », où j'affrontais l'ancien ministre de l'Intérieur de Mai 68, Christian Fouchet, laisse entrevoir une toute autre hypothèse

De sondage à sondage

Après avoir évoqué le risque de crise comparable à celle de Mai 68 (ce à quoi 40 % des interviewés répondaient affirmativement, l'enquête de la SOFRES évoquait « les causes » de la situation actuelle :

les interviewés devaient choisir entre quatre réponses « de droite » (les jeunes ont perdu le sens de la discipline collective ; il y a des groupes qui cherchent à détruire la société ; le gouvernement manque d'autorité ; il n'y a plus d'idéal national) et quatre réponses de « gauche » ; (trop d'inégalités : dans notre société, on est souvent contraint de manifester pour défendre ses intérêts ; les gens ne se laissent plus faire comme avant ; les gens ne participent pas aux décisions qui les concernent.)

51 % des interviewés accusaient l'inégalité sociale, 44 % justifiaient la contestation, 32 % se réjouissaient de ce que les gens ne se laissent plus faire. L'analyse socio-professionnelle de ces options est nettement plus rassurante : c'est chez les agriculteurs (69 %), les ouvriers (56 %), les cadres et commerçants que l'injustice sociale était la plus profondément ressentie.

30 % des interviewés donnent de l'ordre une définition franchement « révolutionnaire » (« l'ordre permet de maintenir les inégalités et les privilèges »), tandis que 51 % seulement se rangent à une définition « réformiste » (« l'ordre est une condition pour faire progresser la justice sociale »), tandis que 33 % des interviewés se disent convaincus de ce qu'aucune amélioration réelle n'est possible sans une transformation profonde et rapide de l'organisation de la société.

Fait significatif, dans le cas de ces deux dernières réponses, la couche sociale la plus résolue apparaît celle des cadres moyens et employés.

On peut bien sûr, alléguer qu'il y a eu un « reflux » de la poussée contestataire entre mai et septem-

bre. Ce serait peu sérieux, même en tenant compte du caractère « instantané » des sondages.

La seule explication possible des différences enregistrées entre les deux sondages réside en fait dans la nature des questions posées : les questions posées dans l'émission sur l'ordre invitaient les interviewés à exprimer leur réactions profondes à l'égard des structures sociales dans lesquelles ils sont insérés, sans se soucier de savoir si leur réaction est tactiquement utilisable. A ce niveau, la réponse est claire : il y a aujourd'hui dans ce pays une forte minorité ou une faible majorité de gens qui considèrent la situation actuelle comme insupportable, la définissent avec les critères de classe ; parmi ceux-là, une forte minorité (30 à 35 %) pensent que seul un bouleversement révolutionnaire de l'ordre social peut mettre fin à cette situation. (Ces pourcentages en fait ne recouvrent pas la réalité active du pays, puisque les jeunes de moins de 21 ans sont exclus de l'échantillon.)

De la révolte sociale à la volonté de changement politique

Mais la traduction de ce courant en termes électoraux, en termes de choix non d'une conception de vie, mais de la confiance accordée à une organisation politique déterminée, ne se fait pas. Si une partie de ce courant croit reconnaître dans le Parti Communiste la force qui exprimera leur révolte, ou du moins leur insatisfaction, une autre partie, la différence entre les 22 % de ceux qui font confiance aux communistes

et les 35 % qui affirment une position révolutionnaire ne se compromet pas avec le P.C.F. Mais surtout, la masse de ceux qui ressentent l'injustice sociale, et représenteraient précisément cette majorité électorale, après laquelle court le P.C., cesse de s'exprimer sitôt qu'il lui faut transformer sa révolte sociale en volonté de changement politique : ce n'est pas le socialisme qui fait peur, c'est le Parti communiste. Ce n'est pas la révolution qui effraie, c'est l'absence de démocratisme au sein du P.C. Le traitement réservé par les communistes aux « gauchistes » ne leur apporte pas une voix supplémentaire, il contribue à les isoler.

Mais la principale leçon de ces deux sondages est dans ce qu'ils impliquent du point de vue de la pratique politique : ce n'est pas à travers une agitation électorale et propagandiste que le profond sentiment de révolte et d'indignation populaire se transformera en volonté politique de balayer le régime économique et social. C'est seulement dans la pratique des luttes de masses que celles-ci expriment leur volonté de changement. Ce n'est que si le mouvement de masse, partant des réalités vécues par les travailleurs, grandit et se développe, met en cause partout et sur tous les points, à l'usine et à la cité, le système d'injustice et d'oppression, que les masses hésitantes basculeront du bon côté. C'est là que le pouvoir politique et social du régime sera mis en question. Et si le mouvement de masse balaie les résistances bourgeoises, comme il fut sur le point de le faire en 68, alors, nous aurons peut-être de « bonnes élections ». En prime et par-dessus le marché ! □

La rentrée de Séguéy

François Gyr

La rentrée sociale jusqu'ici a été marquée par une série de conflits (Evian, Nouvelles Galeries d'Orléans, Le Trappeur à Sillans) où les travailleurs ont prouvé une fois de plus que le passage d'une revendication dure à une contestation radicale du capitalisme pouvait se faire pour peu qu'on n'enferme pas la lutte dans des stratégies à courte-vue. Le camarade Séguéy n'en pense pas autant. Le 28 septembre, il a devant la presse fait sa nouvelle série de déclarations bien pesées, comme chaque année à même époque. Dans la forme, rien de neuf, sinon un peu plus de netteté dans les options que nous avons déjà critiquées l'année dernière.

Les règlements de compte

— Avec le patronat et le gouvernement, le bureau confédéral de la C.G.T. a précisé qu'il n'avait pas été question de « règlement de comptes » mais d'un **règlement des comptes**. Cette distinction apparaît superflue. Elle est pourtant révélatrice de la sacro-sainte position de la C.G.T. : Discuter dès la rentrée « des possibilités en matière de pouvoir d'achat, de conditions de vie, en considération de l'évolution des prix, des salaires et des profits et de la situation économique en général ». Si le patronat refuse on engagera alors les hostilités.

Cette position court-circuite tout ce que dans les dernières grèves, les travailleurs ont démontré : La création d'un rapport de force. Séguéy peut faire des déclarations à la presse. Cela n'est guère suffisant pour convaincre le patronat de lâcher les billes ! Georges Séguéy a bien sûr ajouté que sans règlement des comptes gouvernement-syndicat, il y aurait règlement de comptes entre travailleurs et patronat. Cette étrange vision de la lutte de classe doit de nouveau être constatée et dénoncée comme telle. Mais ce n'est pas ce qu'il y a de plus remarquable, ni de nouveau dans les déclarations du secrétaire général.

— Comment diriger les luttes ouvrières et vers quoi ? La réponse de la C.G.T. là encore est claire. Puisque le patronat ne veut pas compter avec nous, on va compter tout seuls répond la C.G.T. Comment ? Eh bien grâce à notre ordinateur et à notre réseau d'enquêteurs. Nous ferons nous-mêmes notre indice des prix et « nous comptons mener une campagne de grande envergure sur ce sujet pour dénoncer le système d'indices des pouvoirs publics ». Cette façon de transformer un moyen de lutte (contestation des indices économiques du pouvoir) en objectif de lutte avec campagne à l'appui est caractéristique de la façon dont la C.G.T. modèle les luttes ouvrières et les limite à des revendications quantitatives situées bien en dessous du niveau réel des luttes.

La logique de la démocratie avancée

Pour procéder de telle façon, Georges Séguéy doit se justifier. Il le fait : Il affirme « tout de go » : « Dans le meilleur des cas, la perspective socialiste en France, et le rôle des syndicats ne souffrent pas de conclusions définitives... elle est soumise à l'in-

fluence des événements et à des contingences imprévisibles aujourd'hui. Il n'existe donc pas de perspective immédiate ni pour demain... Nous le souhaitons pour après demain. »

Nous ne ferons pas à la C.G.T. le procès d'intention qui consisterait à affirmer que la situation est révolutionnaire aujourd'hui ou qu'elle le sera demain. Nous pouvons simplement répondre que c'est une singulière conception des intérêts de la classe ouvrière que de dire en pleine rentrée sociale, alors que la combativité ouvrière n'a cessé de croître depuis des mois, que les perspectives socialistes sont soumises à « l'influence des événements et des contingences. »

Qu'est-ce à dire ? La classe ouvrière ne peut-elle pas organiser sa lutte, affronter le capitalisme aujourd'hui soumis à une multitude de contradictions internes, sans attendre les événements ou contingences imprévisibles, « prévus » par Georges Séguéy.

En effet, ces événements imprévisibles, quels peuvent-ils être. Georges Séguéy, membre du bureau politique du P.C.F., le sait trop bien. Ce sont les élections de 1973 ou d'avant. L'imprévisible tourne autour de la bataille qui va s'engager dès lors pour occuper les bancs du Parlement. Bien sûr la montée des luttes peut venir déranger quelques-unes des combinaisons tactiques qui s'élaborent dans les états-majors du P.S. et du P.C. Qui sait, si ça ne dérangerait pas aussi quelques démocrates sincères bien nécessaires pour avoir quelques bancs de plus au Parlement, quelques postes de plus dans les allées menant à l'exercice du pouvoir ?

Alors Séguéy tire la conclusion logique de ce raisonnement : Puisque le pouvoir tient bien, puisque pour grignoter le pouvoir, il faut attendre, les travailleurs n'ont qu'à, derrière la C.G.T., attendre le socialisme pour après-demain. Le problème de l'heure, c'est donc, dit Séguéy, les revendications immédiates, pas le pouvoir.

Ce schéma et ces sous-entendus ressemble par trop à la démocratie avancée, définie par le P.C.F. comme l'antichambre de la transition vers le socialisme, pour que d'autres déclarations de Séguéy apparaissent pour le moins étonnantes. « Nous conduisons et conduirons l'action pour aboutir à un socialisme correspondant à ce qui sera considéré comme le meilleur pour notre pays par tous ceux qui seront appelés à le réaliser ensemble. »

De ce commentaire de texte, il ressort ceci : La C.G.T. applique étroitement le schéma de la démocratie avancée (le socialisme pour après-demain) à sa stratégie syndicale et elle entend que ce socialisme pour après-demain soit aussi celui des autres. Qui sont les autres : la C.F.D.T. principalement. C'est là que Séguéy s'explique.

La réponse à la C.F.D.T.

Travail en commun sur un certain nombre d'axes revendicatifs communs : Retraites, travailleurs immigrés, conditions de vie et de travail, telles étaient les conclusions de l'accord C.G.T.-C.F.D.T. du 6 septembre dernier. Au nom de quelles conceptions du socialisme, de l'Etat, de la démocratie s'est demandé la C.F.D.T. La C.G.T. avait déjà fait un docu-

ment sur ce problème en avril dernier. La C.F.D.T. aujourd'hui soumet sa réponse à tous ses adhérents de base. Un conseil national en décidera définitivement. Face à cette discussion voilà ce qu'a répondu Séguéy mercredi : « L'importance que nous attachons à ce débat est relative. Nous ne souffrons pas tant de l'absence d'un projet socialiste commun que de l'absence d'un accord de la gauche sur un programme précis. »

En langage clair cet aparté sur le débat avec la C.F.D.T. veut dire : Vous avez dit à Laurent Salini (réponse d'Edmond Maire dans « Syndicalisme Hebdo » au début de septembre), que la C.F.D.T. se méfiait de voir les luttes ouvrières déviées vers l'électoratisme à court terme. Bien ! moi je me méfie de voir la C.F.D.T. vouloir proposer à la combativité ouvrière des objectifs plus globaux, plus axés sur le socialisme à construire, que le programme commun. Cette réticence de la C.G.T. au débat de fond est explicable. La discussion sur la hiérarchie, sur les initiatives à laisser à la base ont des répercussions considérables sur la société socialiste à construire. Mais, il en va de même sur les conditions de travail, l'autogestion et d'autres thèmes. Or, Georges Séguéy sait que tout débat de fond ne tournerait pas à l'avantage d'un vague programme commun quelconque, d'une quelconque unité de la gauche.

Mais bien sûr, on ne peut brusquement dire à la C.F.D.T. : Vos remarques et vos documents sur le socialisme, aujourd'hui, c'est zéro ! Alors Georges Séguéy a assorti ses déclarations de menaces à peine voilées : « Il n'est pas question de circonscrire le débat à deux organisations ; la F.E.N. et bien des militants sinon tous les dirigeants de « Force Ouvrière » doivent y être associés. » Ce qui veut dire en clair : Si la C.F.D.T. pose des questions qui nous embarrassent, F.O. et la F.E.N. nous en posant d'autres, elles seront noyées dans la masse, et les questions tactiques redeviendront prioritaires. Nous pourrions dès lors proposer un document minimal commun. Pour qui a négocié avec le P.C.F. et la C.G.T., on sait jusqu'à quel degré d'imprécision, ils peuvent aller pour arracher un accord minimal commun.

Dès lors quels sont les enjeux ouverts par ces déclarations ?

Renforcer la lutte de classe

Les assertions de Georges Séguéy sont démenties par la combativité croissante des travailleurs. Elles risquent de l'être encore plus, si d'autres solutions qu'un quelconque accord commun (qu'on ne peut cependant sous-estimer) sont offertes aux travailleurs en lutte.

La réponse de la C.F.D.T., elle-aussi, se précise. Le document envoyé aux sections et fédérations reprend de façon précise les thèses du 35^e Congrès de la C.F.D.T. La réaffirmation de la lutte de classe pour un socialisme démocratique sera de nouveau faite.

Mais le débat C.G.T.-C.F.D.T. à la base risque aussi de se renforcer dans des directions où la C.G.T. se sentira mal à l'aise.

Les dernières déclarations de Séguéy ressemblent trop à une dérobade pour que les travailleurs puissent croire que le débat de fond et la façon de lier les luttes revendicatives avec le changement de société soient aujourd'hui son souci principal.

La C.F.D.T. va dès lors avoir des réponses claires à donner, tant au niveau des luttes, qu'au sujet de sa position sur un éventuel programme commun. Le contenu peut certes être important mais la C.G.T. a déjà expliqué qu'il y aurait des blancs.

La C.F.D.T. demandait dans son 35^e Congrès l'autogestion. Elle remarquait aussi, qu'une société socialiste ne pourrait se concevoir enfermée dans l'hexagone national.

Rappelons que face à ce souci le P.C.F. aujourd'hui développe de plus en plus une politique nationaliste et chauvine. Dans une étude publiée dans la revue « Economie et Politique » (1) René Monsel terminait en déclarant à propos de la société Vallourec : « Si les profits décelables étaient utilisés non pour développer l'accumulation capitaliste, mais pour assurer la satisfaction des intérêts de la nation, nous disposerions d'une source de financement considérable. »

Gageons que le débat sur ce que sont les intérêts de la nation pose quelques problèmes à la C.G.T. □

(1) Economie et Politique (revue économique du P.C.F.). Juillet-août 1971, page 115.

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître

N°s 22-23

Sur le mouvement politique de masse 2 F

Numéros disponibles :

N° 8-9 - Histoire du P.S.U.

N° 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

N° 16 - Les travailleurs immigrés.

N° 18-19 - Le hiérarchie des salaires.

N° 20-21 - Le capitalisme contemporain.

Le numéro simple 1 F

Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Un échec inévitable ?

Albert Rousselles

Au moment même où les enseignants terminaient leur troisième grève de 24 heures en deux semaines pour obtenir du ministre la promesse d'une ouverture de négociations, le personnel au sol de la navigation aérienne en grève votait la poursuite du mouvement et durcissait la lutte, à la R.A.T.P. les conducteurs de métro après négociations infructueuses avec la direction décidaient une grève de 24 heures avec perspective d'une grève prolongée.

Cette conjonction dans l'actualité sociale illustre parfaitement le caractère particulier de la grève des enseignants. Par rapport à toutes les autres grèves, celle-ci n'a pas pour but de faire céder le ministre sous la pression des grévistes mais de le faire discuter après l'action, étant entendu que les grévistes découragés par l'absence totale de résultat immédiat, financièrement atteints, se retrouvant seuls face à leurs classes, sont dans l'incapacité subjective de recommencer avant longtemps une telle forme d'action. Si bien qu'il est maintenant — et seulement maintenant — question de consulter les syndiqués pour savoir si on peut continuer l'action, la direction syndicale laissant savoir qu'elle préfère désormais une large campagne d'explication.

Rarement une action qui se présentait comme « dure » s'est terminée dans une telle incertitude sur les perspectives de lutte ; le malaise réel des enseignants se trouve ainsi conduit à une impasse qui ne fait qu'aggraver ce fameux malaise...

Se battre pourquoi ?

Mais pouvait-il en être autrement ? En d'autres termes est-il possible que les enseignants seuls, en corps, puissent lutter réellement c'est-à-dire apporter une contribution positive à la lutte contre le système capitaliste ? Car telle est la vraie question.

En effet, c'est en tant que corps, que corporation, que le milieu enseignant a d'abord réagi pour défendre un statut qui, qu'on le veuille ou non, apparaît comme relativement privilégié par rapport à la situation générale de la majorité des travailleurs. En tant que corps les enseignants se sont battus pour leurs vacances et d'une manière plus générale pour l'amélioration des conditions de travail qui en fait, sont posées en termes de temps de présence minimum

dans l'établissement scolaire. S'agit-il là d'une lutte réelle contre la rentabilisation capitaliste du système scolaire ou d'une volonté de maintien d'un statut corporatif ne pouvant objectivement rejoindre les préoccupations actuelles des travailleurs ?

Or, d'autre part, la nature sociale du milieu enseignant, se diversifie désormais. Il comprend une fraction non négligeable d'auxiliaires qui ne bénéficient pas des avantages relatifs mais réels de la majorité de ses membres : pas de statut assurant la sécurité d'emploi, horaires de travail supérieurs, salaire inférieur pour un même travail, absence de considération, la « cascade de mépris » existe là aussi, etc.

C'est tout le problème qui s'est posé avec acuité à l'occasion de cette rentrée.

Plus nettement que jamais est apparue la division durable du corps enseignant en deux catégories très inégalement favorisées. Cette division montre bien que des phénomènes de prolétarianisation du milieu se précisent, car ce qui historiquement fondait la différence entre un fonctionnaire enseignant et un travailleur était la garantie définitive de l'emploi. Or celle-ci n'existe plus dans l'enseignement. La répression a même, pour la première fois cette année, porté atteinte à la sécurité de l'emploi pour les titulaires : affaires Bertin et Solat sur lesquelles il faudra aussi revenir.

Or le syndicalisme enseignant depuis la libération s'est constitué pour défendre et gérer le statut des fonctionnaires de l'Etat et n'est pas préparé à se battre sérieusement pour la garantie de l'emploi de ses nombreux « marginaux » sous-payés, surexploités, valorisant en fait la meilleure situation des titulaires.

On retrouve ici ce qui se passe dans toute la fonction publique où le régime vise à couper le personnel en deux catégories aux intérêts différents et en partie divergents.

En ne se battant pas avec détermination sur les auxiliaires, le syndicalisme enseignant reflète en fait l'intérêt corporatiste à court terme de la majorité de ses membres, empêchant ainsi une lutte significative pour les travailleurs. Telle est la lourde responsabilité politique de la direction actuelle du S.N.E.S. plus sensible à la pression des certifiés que de celle des auxiliaires.

Se battre seuls ?

Il est de fait que les enseignants sont apparus bien seuls à l'occasion de cette grève de rentrée. Le gouvernement a organisé une très puissante campagne de presse — écrite et parlée — contre la grève de la rentrée ; il s'est appuyé sur son organisation de masse dans l'enseignement, la fédération Armand, et sur des commandos de choc, les C.D.R. C'est essentiellement pour des raisons politiques — peur de perturbations d'un système scolaire considéré comme trop fragile et déjà en partie détraqué — et pour des raisons économiques, volonté d'assurer la rentabilisation — que la bourgeoisie a ainsi réagi durement.

Mais les enseignants, en épreuve de force avec le régime, n'ont pas trouvé d'appuis réels du côté de leurs alliés naturels que devraient être les travailleurs et une bonne partie des élèves. Seule, du côté des travailleurs la critique des effectifs de classe a rencontré un certain écho ; mais d'une manière générale, s'ils n'ont pas été hostiles il faut bien admettre qu'ils ont plutôt été indifférents pour la bonne raison que la majorité de leurs enfants ne sont pas dans les établissements les plus touchés par la grève : ils n'étaient pas concernés. De même les élèves progressistes n'ont pas rencontré dans les revendications enseignantes le moindre écho de leurs préoccupa-



tions essentielles (contenu et destination de l'enseignement, défense des libertés, etc.).

La question se pose de savoir s'il est possible dans le contexte politique actuel aux enseignants de mener seuls une lutte réelle.

Le choix des revendications — le nombre, soit une ou deux sur lesquelles on se bat ou un catalogue sur lequel on négocie — leur nature — celles qui ont une signification élargie (garantie d'emploi, effectifs) ou uniquement corporatives déterminent à la fois les possibilités d'alliances et les formes de lutte.

Nous pensons que le syndicalisme enseignant ne peut pas à lui seul mettre au point une stratégie qui aboutirait en dernière analyse à remettre en question la séparation de l'école et de la production, la division du travail entre travail intellectuel et travail manuel, etc. Cette stratégie serait la seule qui fonderait une alliance réelle avec les travailleurs.

Cette incapacité fondamentale du syndicalisme enseignant pose la question de la nature de l'intervention des enseignants révolution-

naires dans leurs syndicats : celle-ci doit se faire en fonction du fait que la remise en cause du système scolaire de la bourgeoisie ne peut être faite globalement par les enseignants si ce n'est de façon minoritaire. Ce qui signifie que les luttes de masse sur l'école ne peuvent être le fait des enseignants seuls et que le but principal des enseignants révolutionnaires est de rechercher la jonction avec les autres forces que sont les élèves, les travailleurs parents d'élèves, les travailleurs en général, soumis à une formation contrôlée par le patronat. En ce sens la lutte menée sur les écoles maternelles mériterait un examen approfondi car elle associe dans une même lutte enseignants et non-enseignants dans une même perspective : une école au service du peuple et de ses enfants.

Définir les éléments d'une stratégie révolutionnaire sur l'école, les nécessités, les formes et les limites de l'intervention syndicale et enfin la nécessité d'une action extra-syndicale pour les luttes de masse, telles sont les tâches urgentes à réaliser pour permettre une intervention efficace sur le secteur. □

Pour lancer le débat

La fin de l'école

Gérard Féran

« Enseignant révolutionnaire cherche stratégie. » Cette annonce pourrait sans provocation particulière figurer en cette rentrée dans toute la presse d'extrême gauche. L'article d'Albert Rousselles dans ce numéro indique d'ailleurs bien les limites de l'intervention syndicale, même menée par des militants révolutionnaires, et introduit à la nécessité d'une réélaboration de la stratégie révolutionnaire dans le secteur de l'école. Et il est vrai que ceux qui estiment que le travail prioritaire passe par les syndicats comme ceux qui l'estiment inutile sont aussi hésitants sur les voies à suivre : les premiers risquent d'user leurs forces dans des batailles de tendance qui ne leur assureront (peut-être) qu'à très long terme une majorité alors que la situation commande l'urgence. Les seconds n'ont pas réellement réussi à trouver d'autres modalités de lutte qui leur permettent de continuer un travail intellectuel au sein des luttes sociales tout en brisant ce même statut d'intellectuel. Ques-

tion clef que n'ont pu résoudre les militants révolutionnaires étudiants et qui les a finalement conduits à abandonner progressivement une intervention militante dans ce secteur.

Le terrain à regagner

En fait tout se passe comme si, dans le secondaire et le supérieur en tout cas, l'apparition d'une contestation politique totale du système d'enseignement, sa victoire sur des courants réformistes en Mai 68 ont été aussi l'amorce d'une défaite politique majeure des courants révolutionnaires depuis cette époque. Alors qu'un des éléments les plus caractéristiques de la crise des systèmes capitalistes occidentaux vient de l'accroissement des contradictions dans l'appareil d'enseignement, c'est aujourd'hui sur ce terrain que les révolutionnaires se battent le plus difficilement et voient les forces réformistes regagner du terrain.

La reprise en main du S.N.E.-Sup. et de l'U.N.E.F. par le P.C.F. a particulièrement mis en évidence le renversement du rapport de forces dans ces secteurs même s'il ne pouvait être question pour les révolutionnaires d'y mener une lutte syndicale classique.

Devant de telles difficultés la tentation est grande du côté des élèves et des étudiants comme des enseignants de théoriser notre impuissance en déclarant secondaire la lutte sur le secteur de l'école.

Préciser les objectifs

Mais l'abandon du terrain ne ferait qu'entériner la division sociale du travail reproduite par l'enseignement au lieu de la combattre.

Pour reconstruire une stratégie révolutionnaire il nous faut donc préciser notre objectif :

La fin de l'école comme système d'éducation et de transmission du savoir séparé du corps social. C'est en effet par l'intermédiaire de l'école que la division technique du travail liée à la spécialisation des techniques se transforme en division sociale assignant à chaque catégorie sociale une répartition parcellisée des tâches.

« La fin de l'école » ce n'est donc ni un objectif volontariste, ni un mot d'ordre aventuriste mais l'objectif stratégique qui permet le mieux de situer la contradiction qui distingue notre combat de celui des forces réformistes. La **démocratisation de l'enseignement**, si elle constitue une étape dans la lutte ne peut en effet être prise comme objectif final d'un combat socialiste. Car elle n'est rien d'autre que la participation de tous à un instrument qui a précisément pour objet de reproduire la division en classes.

Ce n'est donc pas un hasard si les problèmes d'enseignement ont été au cœur des révolutions socialistes.

Des tentatives d'autogestion pédagogique de **Makarenko** en U.R.S.S. à la révolution culturelle chinoise, la même question a été posée. Comment mettre fin à l'existence d'un secteur spécialisé dans la transmission du savoir et dans l'éducation ? La révolution culturelle a permis sans doute sur ce point de dépasser le stade des balbutiements. Mais les problèmes posés dans des pays de capitalisme développé restent d'une autre nature.

La fonction sociale de l'école

Notre problème est de mettre en place à partir de cet objectif stratégique des formes de lutte qui, loin d'abandonner le terrain de l'enseignement, permettront aux révolutionnaires de poser la question de la fonction sociale de l'école non plus simplement de l'intérieur du système d'enseignement, mais aussi de l'extérieur.

Prenons un exemple : le fait de combattre pour obtenir la libre disposition des locaux scolaires le soir pour permettre un travail de recyclage, d'alphabétisation ou de toute autre activité reste en général ignoré des syndicats enseignants. Pour être développée une telle lutte doit pouvoir être faite en liaison avec des travailleurs, ce qui suppose l'invention d'autres formes organisationnelles.

C'est sur cette base qu'un certain nombre de problèmes peuvent être réexaminés. En ce qui concerne le rôle des tendances révolutionnaires dans les syndicats, de telles formes de lutte font apparaître la nécessité d'un travail externe au syndicat.

Ne pas désertier la bataille pédagogique

Mais elles supposent à l'inverse le maintien d'un rapport de forces suffisant, au sein des syndicats enseignants, qui puisse donner dans l'école même, un prolongement à ces actions. La désertion massive du syndicalisme dans le secondaire amènerait par exemple les révolutionnaires, en se privant de points d'appui et de possibilités d'action importantes, à se minoriser et à perdre toute influence.

On pourrait de la même façon réexaminer les fausses oppositions qui séparent dans l'extrême gauche les tenants d'une rénovation pédagogique, toujours suspects de réformisme, et les « politiques » qui voient dans « l'alibi pédagogique » une excellente raison pour continuer leurs cours magistraux. En réalité la pédagogie peut et doit être un terrain de lutte pour les révolutionnaires à condition d'en analyser toutes les conséquences institutionnelles et de ne pas la limiter à la réalisation de meilleures communications profs-élèves au sein de l'école. Les recherches théoriques et pratiques des courants révolutionnaires en pédagogie institutionnelle nous permettent d'avancer aussi dans cette direction. La redéfinition d'un travail révolutionnaire dans l'enseignement ne peut en effet se faire en chambre. Et notre première tâche, en particulier, au sein du P.S.U. doit être de faire le point des expériences très diverses qui ont été faites depuis trois ans pour en tirer toutes les conclusions politiques.

Redéfinir une stratégie sur l'école est certes une entreprise de longue haleine. Mais nous avons déjà trop tardé à le faire. Il est grand temps pour les révolutionnaires de retrouver le chemin de l'école... s'ils veulent la transformer. □

Vie quotidienne

Vacances populaires, vacances profitables ?

Alain Moutot

Grâce au nouveau marché constitué par l'enjouement grandissant pour les vacances, le capitalisme ne s'est pas gêné ici comme ailleurs, pour réaliser des profits formidables à grands renforts de publicité tapageuse et d'un conditionnement systématique des esprits par l'intermédiaire de tous les moyens de transmission de la pensée (cinéma, T.V., radios). En plus des substantiels bénéfices accumulés, cette véritable propagande pour la bourgeoisie représente l'avantage idéologique de répandre une illusion dangereuse : la France unanime est entrée de plain-pied dans la civilisation des loisirs et des vacances. Mais les faits sont têtus. Un Français sur deux, six ouvriers sur dix ne prennent pas de vacances. Et pour cause ! Les prix très élevés proposés par les officines capitalistes de tourisme écartent irrémédiablement la grande majorité des familles à revenu modeste. Pour ne pas laisser s'agrandir le hiatus entre l'idée admise des vacances pour tout le monde et la réalité d'un tourisme de classe pour privilégiés, la bourgeoisie a senti la nécessité d'instituer des centres d'accueil pour essayer de promouvoir un tourisme plus populaire.

D'autant plus que pour les travailleurs, le droit aux vacances reposantes indispensables au sortir d'une année de labeur et de servitudes reste lettre morte même à la suite du développement des congés payés arrachés de haute lutte, sans une démocratisation de ce domaine.

Les VVF - VVT

De nombreuses entreprises publiques ou privées « offrent » directement leurs propres prestations touristiques (villages, maisons familiales) à leurs ouvriers ou employés : Renault, E.D.F., P.T.T., S.N.C.F. Mais il sera question ici d'une tentative officielle, de politique sociale et plus particulièrement des Villages Vacances Familiales ou V.V.F.

Organisme sous la forme d'association de la loi de 1901, les V.V.F. ont été créés le 1^{er} juillet 1958 sous le patronage de M. Bloch-Lainé et de M. Pflimlin qui inaugura les premiers villages dans sa circonscription du Bas-Rhin.

Financièrement, la Caisse de Dépôts et de Consignations et la Société Centrale Immobilière furent mises à contribution. Le mot d'ordre est au tourisme populaire « qui ne pourra être l'œuvre que de promoteurs désintéressés » et le but hautement proclamé de l'entreprise est de :

— procurer des vacances aux familles modestes des villes et no-

tamment des banlieues industrielles,

— participer à l'effort d'aménagement du territoire grâce à un équipement nouveau favorisant les communes désireuses de créer une activité complémentaire grâce aux vacances des citadins.

Sur les terrains donnés par des communes, dans toutes les parties de la France avec une préférence de localisation en bord de mer ou à la campagne, les V.V.F. ont construit de toutes pièces une chaîne de villages de vacances, de gîtes familiaux, à l'architecture heureuse.

Des lendemains de vacances qui déchantent

En dehors des réserves faites par les utilisateurs sur certaines prestations, le but « humanitaire » de l'entreprise qui se voulait désintéressée, se heurte à deux difficultés non prévues par les promoteurs.

1) Une distorsion apparaît entre le but social des V.V.F. et la situation financière de certaines familles reçues. Cette distorsion des revenus se prolonge sur le plan des catégories socio-professionnelles recensées à V.V.F. par rapport à celles recouvertes par l'INSEE : en raison principalement du nombre élevé des souscriptions faites par les administrations en faveur de leur nombre, on relève un fort pourcentage d'employés pour une faible représentation du monde ouvrier.

2) Les communes d'accueil, dont le budget est souvent déjà mal en point, ne voient pas d'un bon œil l'accroissement important de leurs charges consécutives à l'installation des V.V.F. Par ailleurs, le véritable complexe de région sous-développée ne facilite pas le brassage de population, tant désiré par les promoteurs, et provoque une attitude de méfiance à l'égard de l'invasion des citadins.

Pour faire fléchir l'effectif des familles dont le revenu ne justifie pas le bénéfice des V.V.F. (qui sont à l'origine destinés aux non-imposables) le contrôle plus strict des candidatures s'avère insuffisant. Malgré tout, le nombre de familles plus aisées ne cesse d'augmenter.

Pour eux, on finit par faire coïncider le droit à une réalité même si ce n'est pas celle qu'on souhaitait. C'est ainsi que sont créés les Villages-Vacances-Tourisme, société anonyme à but lucratif. L'ensemble V.V.F. - V.V.T. gère en 1969, 48 villages gîtes ou résidences formant un total de 22.500 places, 190.000 personnes ont été reçues représentant environ 30.000 familles pour un total de 2.350.000 nuités.

Du service public à la commercialisation

Les buts humanitaires d'une telle politique n'ont pu résister aux impératifs d'une économie libérale. On ne s'étonnera pas que ceux qui, malgré tout, font l'effort financier pour passer des vacances de leur choix, soient en droit d'attendre que les prestations qu'ils payent leur soient fournies en respectant les promesses affichées sur les prospectus. Ceux-ci précisent que les conditions de confort ne sont pas négligeables : mais surtout que la libération des parents du souci de leurs enfants est complète.

Malheureusement des camarades qui passaient leurs vacances au village de la **Colle aux Loups** ont eu la mauvaise surprise de constater qu'en matière de crèche, le manque de personnel compétent était patent (1 pour 24 au lieu de

1 pour 8). De plus, les normes habituelles d'hygiène ne sont pas respectées : draps non changés, cubage d'air insignifiant, absence d'isolant pour enfants souffrants. Il est fort vraisemblable que l'intervention des services d'hygiène en période de plein fonctionnement de la crèche, entraînerait une fermeture immédiate. Par ailleurs, l'animation et la restauration sont tout à fait en dessous des promesses. Il semble que dans ce domaine comme dans d'autres, les vacanciers de l'été pâtissent d'une véritable pénalisation au profit de ceux qui ont la possibilité de venir hors-saison. Ainsi les frais de fonctionnement de gestion et d'organisation des V.V.T. sont payés toute l'année sur le dos de ceux qui prennent leurs vacances en saison normale. Et cela, sous le fallacieux prétexte de subventionner des vacances-retraites pour personnes âgées.

Contre cet état de choses, des camarades ont pris l'initiative de faire signer une motion de protestation aux 32 familles sur les 40 qui se trouvaient à la **Colle aux Loups**, copie de cette motion a été transmise aux journaux.

On est loin des ambitions d'une politique dite sociale, mais qui vise en fait à répartir la pénurie aux frais des usagers. □

* Ces renseignements sont tirés du rapport réalisé à l'occasion du 10^e anniversaire des V.V.F.-V.V.T.

JEAN RABAUT JAURÈS

LIBRAIRIE ACADEMIQUE PERRIN



luttones internationales

Lettre du Brésil

Après la mort de Carlos Lamarca

Lettre de l'Action de Libération Nationale (A.L.N.), du Mouvement Révolutionnaire 8 octobre (M.R.-8), du Mouvement Révolutionnaire Tiradentes (M.R.T.), du Parti Communiste Brésilien Révolutionnaire (P.C.B.R.), de l'Avant-Garde Populaire Révolutionnaire (V.P.R.), et de l'Avant-Garde Armée Révolutionnaire - Palmares (Var-Palmares) au sujet de la mort du commandant Carlos Lamarca dans un combat contre les forces militaires de la dictature brésilienne. (Traduit du Portugais.)

« Notre jeune sang a fertilisé les terres d'Amérique pour rendre la liberté possible. Nous avons perdu une nouvelle bataille, nous devons prendre un moment pour pleurer les camarades tombés, tout en affutant les machettes et, riches des expériences valables ou malheureuses, nous repartons avec la ferme résolution de ne pas répéter nos erreurs, de venger chaque mort par plusieurs batailles victorieuses et de parvenir à la libération définitive. »
Che Guevara, Passages de la Guerre révolutionnaire.

1. - La mort du commandant Carlos Lamarca a été une grande perte pour la lutte révolutionnaire de notre peuple. Elle représente la même défaite que ce fut la mort de Carlos Marighella, Joaquim Câmara Ferreira, Mário Alves, Juarez Guimarães de Brito et d'autres dirigeants du processus révolutionnaire au Brésil. Mais ceci n'a représenté à aucun moment la défaite que la dictature militaire essaye de faire croire par la presse, ni même un affaiblissement de la lutte qui se déroule aujourd'hui au Brésil et dans laquelle une minorité — la bourgeoisie alliée à l'impérialisme — exploite

et opprime l'immense majorité du peuple. La lutte continue, comme elle a continué après la mort de dizaines de camarades, parce que la dictature — expression militaire de la domination impérialiste — ne réussira jamais à résoudre les contradictions politiques, économiques et sociales de notre peuple et se maintient au pouvoir par la force et la terreur depuis le coup d'état d'avril 1964.

2. - La lutte continue parce que le développement économique qui prédomine aujourd'hui au Brésil, mis en place et garanti par le régime militaire, joue un rôle fondamental dans la considérable réduction du niveau de vie des travailleurs. La compression absolue des niveaux de salaires de la majorité de la population est le facteur qui a permis, en dernier recours, l'obtention de ressources nécessaires pour nourrir les grands investissements financiers nécessaires à la croissance du capitalisme brésilien dans les trois dernières années. Le modèle économique de la dictature militaire brésilienne se maintient grâce à la violence politique, aux crimes commis de manière permanente contre ses opposants, contre le peuple, aux assassinats, aux tortures, à l'inexistence de garanties juridiques fondamentales, à la censure de tous les moyens de communications, aux farces électorales, à l'intervention dans les syndicats ouvriers et les associations d'étudiants, etc.

3. - La lutte continue parce que, grâce à cette politique, le pouvoir d'achat des classes travailleuses baisse constamment depuis 1964, atteignant un total de 40 %, tandis que le salaire minimum réel a augmenté de tout juste 9 %. Aujourd'hui, au Brésil, un ou-

vrier doit travailler deux fois plus qu'en 1964 pour acheter un kilo de pain ; deux fois et demie plus qu'en 1964 pour un kilo de haricots ; plus de 20 % pour un kilo de riz, et presque 40 % pour un litre de lait.

4. - La lutte continue parce que la violence et les explosions des masses paysannes prennent des formes de plus en plus expressives dans le milieu rural brésilien. Pour la dictature ces actions violentes ne sont que le résultat des problèmes provoqués par la sécheresse, mais les faits démontrent que le véritable motif de ces explosions est le chômage massif, la haute exploitation de la force de travail des ouvriers des exploitations sucrières du Nordeste, où la sécheresse n'est qu'un facteur aggravant. La fa-

Carlos Lamarca

Grand dirigeant révolutionnaire brésilien. Fils de cordonnier, il est né dans le quartier de « Estácio » à Rio de Janeiro, en 1936. Ancien capitaine de l'armée, il a déserté en janvier 1969 avec d'autres camarades de la caserne de Quitaúna, dans l'Etat de Sao Paulo, en emportant une grande quantité d'armements. Il a dirigé des dizaines d'actions révolutionnaires, entre autres la rupture de l'encerclement militaire dans la vallée de la Ribeira en 1970 (zone d'entraînement de guerilleros au Brésil et qui a démontré la viabilité de la guérilla rurale : une dizaine de guerilleros a échappé à l'encerclement de l'armée composée de 20.000 hommes) ; il a participé à l'enlèvement de l'ambassadeur allemand, Von Holleben, grâce auquel 40 révolutionnaires ont été libérés, et aussi au commando qui a enlevé l'ambassadeur suisse, Bucher, qui a permis la libération de plus de 70 camarades. Les deux actions ont été réalisées par la V.P.R.

Carlos Lamarca est mort au combat contre les forces de la répression, à l'intérieur de l'Etat de Bahia, dans la deuxième quinzaine de septembre.

mine, les infirmités, les épidémies de rougeole (363 enfants sont morts de rougeole, cette année, dans les villes de Tauá, Aneiros, des Etats de Pernambuco et Ceará) ainsi que la dysenterie et la gastro-entérite, font partie du tableau macabre de ces régions, où vivent 30 % de la population totale du pays. Avec une vie moyenne de 30 ans, sans avoir jamais connu le médecin ou l'école, les travailleurs de la campagne au Brésil n'ont pas d'autre issue que la lutte violente.

5. - La lutte continue parce que les couches moyennes de la population brésilienne, à l'exception de quelques secteurs plus favorisés, souffrent presque aussi cruellement que les travail-

leurs de l'opération économique. Le processus de concentration économique animé par la dictature accélère la liquidation des petites industries et du petit commerce, et la paupérisation de quelques secteurs qui lui sont liés. D'un autre côté, les salariés des couches moyennes ont vu diminuer considérablement leur pouvoir d'achat ; un exemple significatif à ce sujet est donné par la décroissance systématique des salaires des fonctionnaires : entre 1964 et 1971, les salaires ont baissé environ de 42 % en termes réels.

6. - La lutte continue parce que, malgré la répression brutale dans les villes et dans la campagne, les classes exploitées à qui il est interdit de s'organiser, de revendiquer et d'exprimer leur mécontentement du régime d'oppression et d'exploitation, ont déjà choisi les formes indépendantes d'organisation et de lutte : ainsi les grèves de Osasco et Contagem, en 1968, dans les Etats de Sao Paulo et du Minas Gerais, conduites par les organisations révolutionnaires ; ainsi les pavés lancés contre le Gouverneur de Sao Paulo dans une manifestation du 1^{er} mai ; ainsi les luttes de la campagne salariale des métallurgistes. Dans la campagne, des milliers de paysans envahissent et saccagent les villes. Des travailleurs ruraux font grève, comme par exemple dans les villes de Cabo et Palmares dans l'Etat de Pernambuco ; ils saccagent, entre autres, des unités de l'armée, comme par exemple, le IV^e Bataillon du Génie pour exproprier des aliments. Dans les villes, les étudiants, obéissant aux mots d'ordre des organisations révolutionnaires, ont élu l'Union Nationale des Etudiants clandestine ; ils se sont abstenus à 91 % de voter aux élections animées par la dictature. Dans tout le Brésil, 51 % des électeurs ont annulé leurs bulletins de vote ou ont voté nul à la farce électorale de l'année dernière. Les organisations révolutionnaires dirigent ces processus de masse, en présentant des alternatives d'organisation et de lutte. Elles ont libéré 130 combattants tombés dans les mains de la répression ; elles ont exproprié des banques, des casernes et des super-marchés ; elles ont puni des exploités et bourreaux du peuple.

7. - La lutte continue parce que la gauche révolutionnaire brésilienne perfectionne chaque jour ses méthodes de clandestinité, crée des nouvelles formes de lutte, comprend la nécessité de mener la guerre à la campagne, s'instruit par ses propres erreurs et déviations commises jusqu'à aujourd'hui, en concentrant ses efforts pour se lier aux masses fondamentales de la révolution. La révolution brésilienne traverse aujourd'hui une de ses phases plus difficiles : la consolidation effective au sein de la population, où l'usine et la campagne sont le principal terrain d'action. C'est contre cette consolidation que la dictature militaire du Brésil a mis tout son potentiel de répression. C'est la peur de la transformation de la lutte révolutionnaire en guerre populaire qui l'oblige à utiliser la terreur, la torture et les assassinats.

8. - La mort du commandant Carlos Lamarca représente une défaite provisoire que nous transformerons en victoire, parce que nous continuerons son effort d'intégration auprès des masses paysannes et travailleuses rurales.

9. - La mort du commandant Carlos Lamarca est une perte irrécupérable. Mais elle n'ébranle point notre disposition de continuer la lutte.

Jusqu'à la victoire, toujours assez lutter, oser vaincre. □

Librairie « TRIBUNE SOCIALISTE »

9, rue Borromée, Paris 15^e

Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h

VOUS PROPOSE

Liste numéro 9

— Des militants du P.S.U., présentés par M. ROCARD	13,00 F
— Europe et Amérique, L. TROTSKY	30,00 F
— Le Parti communiste français, A. BARJONET	16,50 F
— Paris libre 1871, J. ROUGERIE	8,50 F
— Le pouvoir ouvrier, S. MALLET	20,00 F
— Le P.C.F. et la question coloniale. 1920-1965, J. MONETA	18,10 F
Prix réel	106,10 F

Notre proposition : 100 francs franco

Bon de commande à adresser avec le montant à :

TRIBUNE SOCIALISTE

9, rue Borromée, Paris 15^e

C.C.P. 58.26.65 Paris

Où en est l'extrême-gauche U.S. ?

J.-L. Auduc

Rentrée 1969 : Angela Davis, jeune professeur de philosophie de l'Université de Californie à Los Angeles et membre du parti communiste américain est menacée d'expulsion de son poste par le fasciste Reagan.

Janvier 1970 : Elle est accusée d'avoir fourni les armes à J. Jackson, qui, pour faire libérer son frère accusé, voulait emmener un juge en otage. Il fut tué durant cette action.

Septembre 71 : G. Jackson est assassiné dans sa prison, Angela Davis est menacée de mort.

Ces faits reliés à la tuerie sanglante d'Attica montre jusqu'à quel point les forces réactionnaires U.S. ont choisi la carte de la répression violente.

Pour obtenir la libération d'Angela Davis, symbole de la répression dont sont victimes les militants révolutionnaires aux U.S.A., une mobilisation importante a été réalisée dans le monde entier. Compte tenu de l'appartenance d'Angela Davis au Che-Lumumba Club, collectif noir du P.C.-U.S.A. pour la Californie, les partis communistes y ont pris une part extrêmement importante. Le 3 octobre, plusieurs dizaines de milliers de jeunes ont défilé à Paris à l'appel de la Jeunesse communiste pour obtenir sa libération.

Il est, à l'heure actuelle fondamentale pour le mouvement révolutionnaire d'assumer pleinement la défense d'Angela Davis face à Nixon et à Reagan.

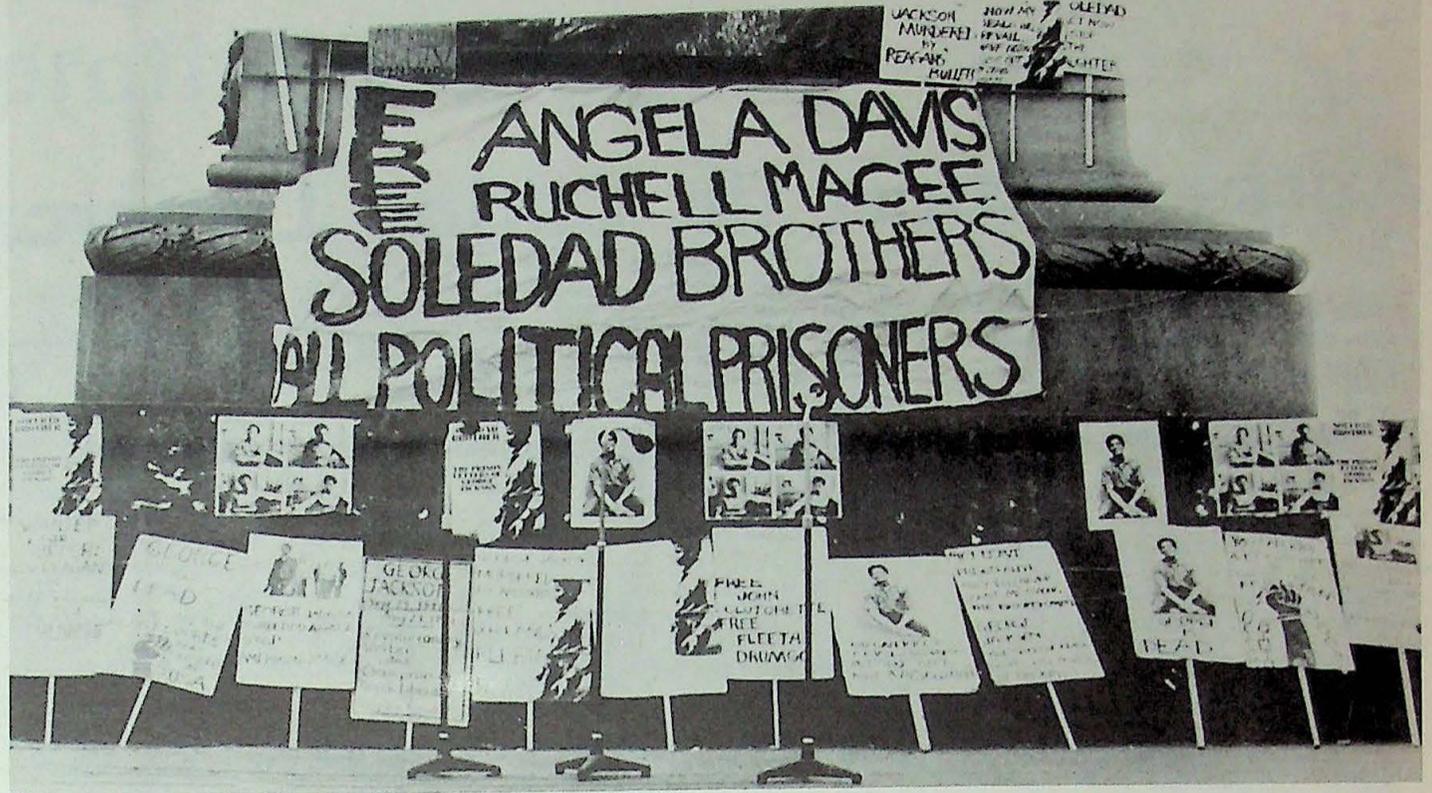
Pour sa part le P.S.U. prendra dans cette bataille sa place au côté du Secours rouge et des autres forces révolutionnaires.

Cependant pour comprendre la situation, le développement de la répression et ses implications, il est important d'analyser l'état du mouvement révolutionnaire aux U.S.A.

Lorsqu'il y a deux ans, je me rendis aux U.S.A., la situation du mouvement révolutionnaire américain pouvait être caractérisée comme étant dans une phase ascendante.

— La mobilisation contre la guerre du Vietnam avait dépassé les couches intellectuelles et étudiantes pour mordre sur une fraction de la classe ouvrière. De plus, les mouvements de masse antiguerre n'étaient plus seulement limités aux deux côtés (Est et Ouest) mais gagnaient le Middle West et même le Sud.

— Le mouvement noir passait du stade de la révolte à l'organisation. Les grandes émeutes des années 63-65 avaient engendré un puissant sentiment de révolte dans les ghettos noirs. Le Black Panther Party fondé en 1966, organisait cette révolte. Face à la vague de répression, il entreprenait d'une part un travail de masse sur les problèmes immédiats des travailleurs noirs des ghettos. (Exemple : les goûters pour les enfants « breakfast for children »).



D'autre part un travail d'éducation sur la signification de la répression, la fascisation du pays. Ainsi au printemps 69, le film « Z » fut projeté dans de nombreuses villes noires par les Blacks Panthers en prétexte à des débats sur la répression.

Un comité d'unité antifasciste composé de progressistes blancs et noirs s'organisa à un congrès national à Oakland en juillet 69.

Deux ans après, au niveau de l'extrême-gauche et des révolutionnaires noirs, où en est-on ?

— Le SDS, organisation de masse des étudiants, après son congrès de 1969 qui donna lieu à une scission entre une ligue « spontaniste » et une ligue « terroriste » a totalement explosé et a disparu des universités.

— Le mouvement antiguerre qui avait été capable d'impulser au moment de l'invasion du Cambodge de vastes mobilisations nationales est tombé dans une léthargie profonde.

Il faut dire qu'une de ses principales composantes, le Socialist Workers Party (S.W.P.) proche de la IV^e Internationale et son organisation de jeunesse, la Young Socialist Alliance (Y.S.A.) sont à l'heure actuelle plus soucieux du travail en direction des femmes (Women's Lib) ou des homosexuels (Gay Liberation front).

Si ceux-ci sont aux U.S.A. incontestablement des mouvements de masse, il ne s'agit certes pas d'esquiver ses problèmes, mais de les traiter dans un cadre global afin d'avoir toujours présent à l'esprit quel est le terrain de l'affrontement principal. Cette situation a amené un foisonnement de petits groupes locaux faisant un travail extrêmement intéressant, mais sans coordination nationale. De petits groupes à Chicago, Detroit, Denver notamment ont commencé un travail de

liaison et d'organisation avec les travailleurs de l'automobile, des chemins de fer et des P.T.T. qui a donné quelques résultats encourageants.

Les années précédentes un des éléments permettant d'unifier ces groupes parcellisés était la solidarité avec le Black Panther Party.

La scission du Black Panther Party

Deux ans après la conférence d'Oakland, où en est le B.P.P. ? Tirillé entre plusieurs tendances, celui-ci avait depuis 1966 toujours réussi à préserver son unité.

La répression, les dirigeants assassinés (Fred Hampton à Chicago), les arrestations, les infiltrations policières non négligeables, ont peu à peu dégradé la situation à l'intérieur des Blacks Panthers.

Pendant cette année, la scission s'est consommée. Le parti est cassé en deux. D'un côté la direction nationale à Oakland dont les porte-paroles sont Huey P. Newton, D. Hilliard et Bobby Seale. Celle-ci conserve entre les mains, le journal « Black Panther ». De l'autre le secteur international avec E. Cleaver, D. Cox de la branche militaire, la section de New York et Connie Matthews, représentante du B.P.P. en Europe. Ils éditent le journal « Right-On ».

Quelles sont les bases politiques de la scission.

La lecture des textes polémiques renseigne assez peu. Le niveau est d'une faiblesse attristante. Les deux courants étalent des ragots de basse politique. Mais ils n'échangent hélas pas que des ragots... En mars un Panther est abattu à N.Y. à cause des querelles de factions.

Mais, au fur et à mesure de l'accroissement de la scission, les divergences se précisèrent.

La tendance Newton reproche essentiellement à Cleaver sa mythification du lumpen comme base de la révolution, son goût extrême pour la violence, non comme moyen, mais comme but.

H. Newton déclare notamment dans un texte du 17 avril 1971 à propos de la défection de Cleaver.

« Le fusil lui-même n'est pas forcément révolutionnaire, car les fascistes portent des fusils — de fait, ils ont encore plus de fusils que nous. Beaucoup de soi-disant révolutionnaires n'arrivent pas à comprendre la citation du président Mao Tsé-Toung : « Le pouvoir est au bout du fusil. » Ils pensent que le président Mao dit que le pouvoir est le fusil, mais oublient le terme « au bout » (du fusil). Le point culminant du pouvoir est la propriété et le contrôle de la terre et des institutions, afin de pouvoir se débarrasser du fusil. »

ou encore

« Ce dont le mouvement révolutionnaire et la communauté noire ont besoin est une structure bien solide. Cette structure ne peut exister qu'avec le soutien du peuple et il ne peut obtenir ce soutien qu'en servant le peuple (...) Puis, lorsqu'ils seront prêts à prendre le fusil, auront lieu des affaires plus graves. Eldridge Cleaver nous a influencés de sorte que nous nous sommes coupés de la communauté noire, de telle sorte que ce fut la guerre entre l'opresseur et le B.P.P. et non pas la guerre entre l'opresseur et la communauté opprimée. »

Quant à Cleaver :

« Le B.P.P. a maintenant une aile droite et une aile gauche. L'aile droite est axée sur tout l'appareil qui s'occupe des manifestations de masse dans la légalité, de l'organisation non clandestine; d'autre part

les camarades qui deviennent hors-la-loi, clandestins, ceux qui ont fait de la politique la guerre, constituent l'aile gauche du parti. »

Cette scission, où se sont mêlés des débats fondamentaux pour les mouvements de masse révolutionnaires et des querelles de personnes, a débouché sur une situation tragique.

Ces querelles internes ont ruiné une grande partie de l'appui de masse du Black Panther Party. Elles ont offert un flanc désarmé à la répression. Elles ont aussi découragé les masses noires d'une lutte plus résolue. L'été cette année a été relativement calme, comparativement aux années précédentes dans les ghettos qui n'ont pas connu de grandes luttes de masse.

Le seul mouvement important s'est produit à Attica en prison.

Et Angela Davis au milieu de tout cela ?

Elle fut très présente dans l'ensemble des débats.

Cleaver notamment accusa le P.C. U.S.A. de se servir du cas d'Angela pour diviser le mouvement. Celui-ci n'a en tout cas fait aucun effort pour ressouder les Blacks Panthers. Il a

soutenu, y compris en jetant de l'huile sur le feu, l'aile Newton-B. Seale. Son intérêt n'est que trop évident. Il désire faire du B.P.P. sa structure de masse inféodé à sa politique réformiste et jouant la caution de gauche.

Les outrances politiques et les erreurs du groupe Cleaver, l'arrestation de « sa militante Angela Davis », Dieu sait s'il insiste continuellement sur son appartenance à un club lié au P.C., ont servi merveilleusement ses desseins.

Pour nous, il est évident que notre combat pour la libération d'Angela Davis sera clair et sans équivoque.

C'est à Angela Davis, victime de la fascisation des Nixon et Agnew, c'est à l'ensemble des révolutionnaires noirs, quelle que soit leur ligne politique, que va notre solidarité.

Et nous savons que le combat d'Angela Davis ne sera totalement victorieux que lorsque existera une organisation révolutionnaire puissante aux U.S.A.

A tous ceux qui la construisent, contre les dangers réformistes et la répression des Nixon et Reagan, ira notre solidarité militante. □

Message de Salvador Allende au P. S. U.

Santiago, 28 septembre : « Vous suis reconnaissant de votre fraternel salut à l'occasion de la Fête Nationale. Salvador ALLENDE, Président du Chili. »

PSU

PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ



DES MILITANTS DU PSU PRESENTES PAR

Michel Rocard

epi

Interviews recueillies par Noël Monier

Format 14 × 20 - 240 pages - Prix 13 F
Bon de commande à « Tribune Socialiste »
9, rue de Borromée, PARIS XV
C.C.P. Paris 5826 65

Après la farce électorale de Saïgon, une déclaration du G.R.P. de la R.S.V.

Nous publions des extraits de la déclaration de la délégation à Paris du Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Sud-Vietnam (3 octobre 1971) :

« Faisant fi de la protestation et de la condamnation sévère de nombreux gouvernements, de nombreuses personnalités des pays les plus divers, du peuple vietnamien tout entier et de l'opinion mondiale, l'administration Nixon s'obstine à réaliser les manœuvres frauduleuses les plus éhontées en vue de

maintenir au pouvoir le groupe belliciste de Nguyen Van Thieu et de s'en servir comme instrument de répression du peuple et de prolongation de l'agression américaine au Vietnam du Sud. La farce électorale du 3 octobre n'est qu'une phase de cette politique réactionnaire de Washington.

» A l'heure actuelle, au Vietnam du Sud, un mouvement d'une ampleur sans précédent, englobant toutes les couches sociales, toutes les organisations, partis poli-

tiques, religions et personnalités patriotiques se développe impétueusement pour exiger le retrait total des troupes américaines, l'abandon par les Etats-Unis de la clique de Nguyen Van Thieu et pour protester contre la farce électorale.

(...) » Devant cette situation sont plus impérieuses que jamais les demandes légitimes de la population sud-vietnamienne, contenues dans le plan de paix en sept points du G.R.P., à savoir que le gouver-

nement américain doit fixer une date limite pour le retrait total du Vietnam du Sud en 1971 des troupes, personnels militaires et armements américains et renoncer à toutes les manœuvres visant à maintenir au pouvoir le groupe fantoche belliciste de Nguyen Van Thieu. Les ministres des Affaires étrangères de cinquante-trois pays non alignés réunis à New York le 30 septembre viennent d'exprimer leur soutien au plan de paix du G.R.P. »

Scandales (suite)

La carambouille

J. Verger

A propos de l'affaire de la Garantie Foncière, nous avons dit et répété que ce scandale ne reflétait sous un angle restreint que le scandale général, énorme, du système tout entier, celui du pouvoir de et par l'argent, qu'incarneraient magnifiquement l'U.D.R. et ses alliés, installés depuis 13 ans au cœur d'un fromage fantastique : fromage du régime.

L'affaire du Patrimoine Foncier où se trouve impliqué l'ex-député U.D.R. Roulland (ex-attaché au cabinet Pompidou), celle des frères Willot (où se trouve impliqué le député U.D.R. Nungesser) ne forment que les têtes d'affiches d'une pléiade d'affaires du même genre, qui ont un caractère commun : la spéculation immobilière, terrain idéal, dans la France capitaliste actuelle, avec sa crise du logement caractérisée, pour que les « nouveaux parvenus au pouvoir » s'enrichissent vite et bien, et en fassent profiter en passant les caisses électorales du régime.

Le gaullisme renoue avec la tradition

Notons en passant que le gaullisme, après treize ans de pouvoir, a brillamment repris le flambeau de la III^e République (Panama, emprunt russe, affaire Stavisky) et de la IV^e République (scandale du vin, trafic des piastres). Le record quantitatif est largement battu par la clique au pouvoir.

Rappelons tout de même que le premier « scandale » immobilier à faire la « une » des journaux fut l'affaire de La Villette (100 milliards gaspillés en pure perte) et que de nombreuses affaires du même type qui précéderent furent étouffées dans l'œuf. Le même régime qui sécréta l'affaire Ben Barka, l'affaire Markovitch (où en est-on au fait ?) sécrète les scandales de la Garantie Foncière, du Patrimoine Foncier. (Il faudra aussi reparler bientôt des Halles). Tous ces scandales sont présentés par le régime comme de simples maladies bénignes où les députés U.D.R. en cause, ou autres personnalités éminentes, n'interviendraient que comme simples figurants ou comparses.

Attention à la peinture !

F. Claire

● Jeudi 30 septembre : inauguration au musée d'Art Moderne de la ville de Paris de l'exposition de l'ARC (Arimation, recherche, confrontation).

L'œuvre du peintre italien, Renato Guttoso, pour la première fois exposée en France, conférerait un intérêt tout particulier à cette exposition, à laquelle participaient également quatre peintres (Aillaud, Mathelin, Irena Dedivica, Hans Walter, Muller) et un photographe, J.-F. Boret.

Coup de théâtre ! Des policiers intervenant sur ordre de la préfecture de la Seine, décrochent les deux tableaux de Mathelin : « l'Arc de Triomphe » transformé en cuisinière et « La façade de l'Elysée » laissant voir à l'intérieur un fromage grignoté par une souris. En signe de protestation et de solidarité tous les peintres retournent leurs toiles. L'exposition est fermée et toute la presse en parle. Le pouvoir aurait-il vu dans le second tableau humoristique une allusion à tous les scandales de l'époque (la Ga-

Les « naïfs » de M. Pompidou

Non, Monsieur Pompidou, votre régime, votre système n'est pas simplement enrhumé. Ce n'est pas la grippe asiatique qui le frappe, c'est la grippe napolitaine, c'est-à-dire la vérole. Une vérole avancée, incurable, qui appelle la fin de ce régime.

A qui ferez-vous croire que Rives-Henrys, ancien trésorier du R.P.F., est un enfant de chœur, un simple homme de paille, dont se seraient joués des hommes d'affaires de deuxième ordre, fondant leur fortune et celle des caisses de l'U.D.R. sur une législation (celle des sociétés civiles immobilières faisant appel à l'épargne publique) dont vous fûtes, il y a quelques années, en tant que Premier ministre, l'un des artisans les plus actifs ?

Et ce Roulland, l'un de vos protégés, est-il vraiment un « pauvre naïf » ?

Et ce préfet de Paris, Diebolt, qui couvre une opération signée La Malène (encore un naïf ?), consistant à faire voter par le

Conseil de Paris (où vos amis sont majoritaires) l'achat d'un immeuble (56, rue Didot) un milliard six cents millions, alors que le même immeuble était la propriété de la Garantie Foncière... qui l'avait racheté cinq ou six cents millions ?

Les naïfs, ce sont les travailleurs, les mal logés qui voient défiler devant eux la valse des milliards, la grande carambouille du régime sans se révolter.

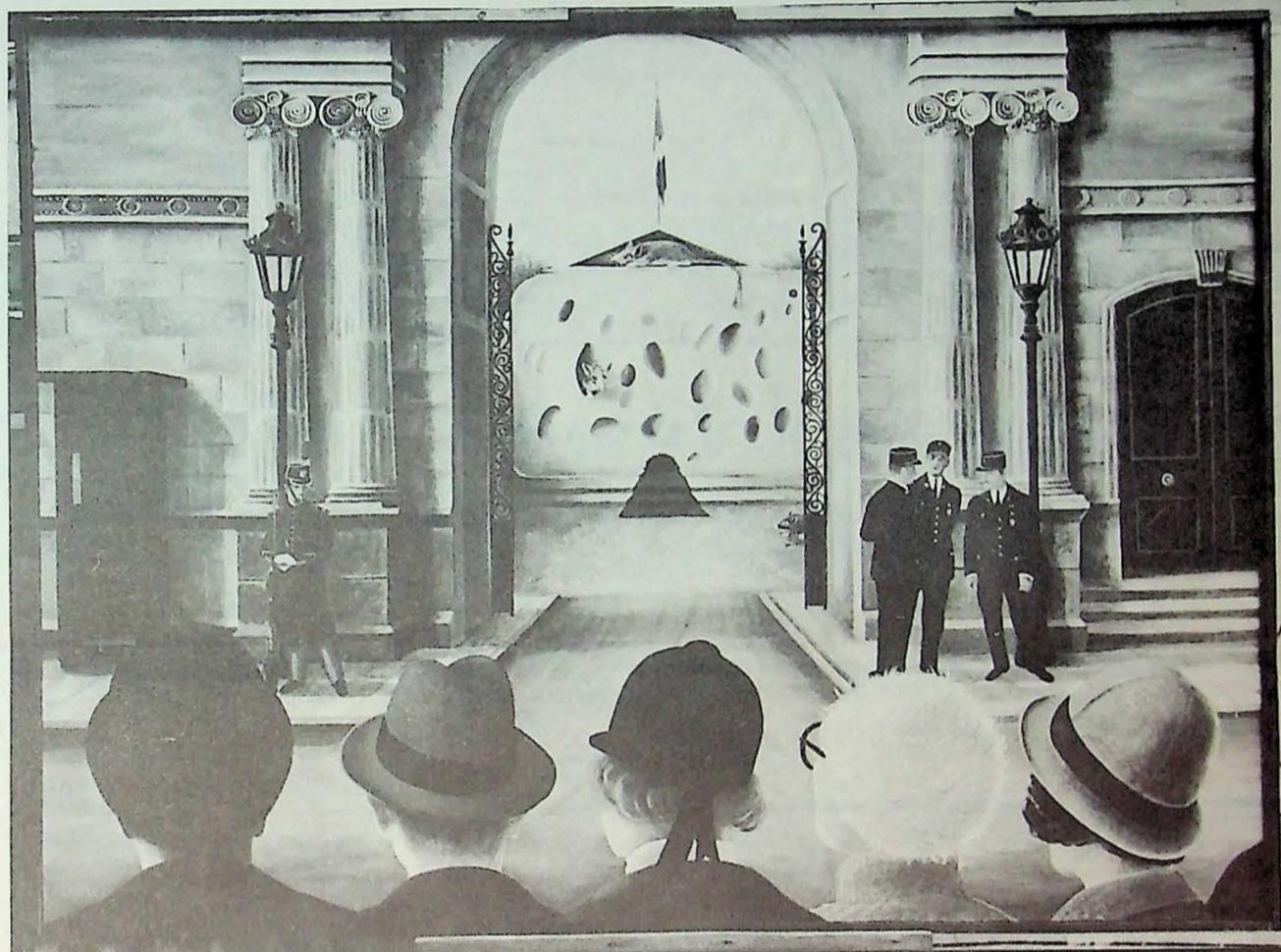
Les naïfs, ce sont les habitants des bidonvilles, ceux des hôtels garnis à 600 F la chambre par mois, les mal logés de Paris et d'ailleurs, qui attendent, résignés depuis des années, l'hypothétique H.L.M. qui les mettra à une heure de transport de leur travail.

Pour une commission d'enquête du mouvement ouvrier

Ces naïfs ne descendent pas encore dans la rue à la lecture de vos scandales, ils attendent l'occasion, ils ne se résignent pas de la simple démission d'un Rives-Henrys,

ou de la mise en prison de comparses (qui, comme Rochenoir, une fois à l'ombre, sont dans l'incapacité de dénoncer les coupables, les vrais, ceux dont les imbrications extrêmes avec le régime à son plus haut sommet nous intéressaient fortement). Les naïfs en question, les travailleurs, qui lisent des informations éparses sur vos scandales, sur le fonctionnement gangréneux de votre régime, ont envie que la vérité éclate avec force : il est temps qu'une commission d'enquête du mouvement ouvrier, ouverte à tous les citoyens, se mette au travail et dresse le bilan complet de votre vérole !

Mettre à nu la gangrène que sécrète le régime actuel, pour mieux l'abattre, telle devrait être l'une des tâches urgentes du mouvement révolutionnaire. Nous apporterons notre contribution à cette tâche en publiant dans nos prochains numéros une série d'articles sur ces affaires où se trouve impliqué le régime, à commencer, bien sûr, par la Garantie Foncière...



rantie Foncière, la Villette, les Halles, la drogue, où des personnalités proches du gouvernement sont compromises ?

Quant au premier tableau, il n'est nullement offensant pour la mémoire des soldats morts à la guerre ; mais le caractère sacré du feu dans l'antiquité, la nécessité de maintenir toujours une flamme, n'est plus aujourd'hui qu'un symbole et le terme « ranimer la flamme » peut prêter à sourire, alors qu'il suffit très prosaïquement d'ouvrir un robinet à gaz. Mais le dessein de Mathelin va peut-être plus loin et c'est peut-être là ce qui gêne : sans doute a-t-il voulu démystifier ces cérémonies continues à propos de tout et de rien à l'Arc de Triomphe et à tous les monuments aux morts. Le vrai respect n'est-il pas celui d'une petite ville autrichienne (Zahlfad près d'Innsbruck) où la municipalité a fait apposer cette plaque très simple à la chapelle commémorative aux morts de toutes les guerres : « Laissez-les tranquilles ».

Tous les quotidiens, du « Figa-

ro » à « L'Humanité », se sont indignés qu'à la suite de cet abus de pouvoir un peintre étranger, l'italien Renato Guttoso, ne puisse montrer ses œuvres au public français, car naturellement, cet artiste s'est immédiatement solidarisé avec les autres peintres. L'internationalisme artistique, cela existe.

Mais ce qui nous semble le plus grave, dans cette affaire, c'est la toute puissance des autorités de tutelle et de police dans des questions où elles n'ont que faire et le profond mépris qu'elles professent, tant envers le conservateur du musée d'Art Moderne, qui a des raisons valables pour exposer des tableaux, qu'à l'égard du public, assez majeur pour juger lui-même les œuvres qu'on lui présente et qui n'a pas besoin de censeurs.

C'est un véritable abus de pouvoir. Ce grignotage continu de nos libertés (après les saisies de journaux, les interdictions de réunions, la limitation de l'affichage politique, les interdictions de films), cette nouvelle atteinte à la liberté

artistique, nous fait insensiblement glisser vers un Etat autoritaire et fasciste. Cette perspective n'a pas échappé à Guttoso, militant antifasciste, non plus qu'à toutes les personnalités qui sont solidaires contre une telle atteinte à la liberté d'expression :

— M. Boudaille, délégué général de la biennale de Paris.

— M. Blaise Gautier, directeur du C.N.A.C.

— M. François Mathey, conservateur en chef du musée des Arts Décoratifs.

— M. Jean Leymarie, conservateur en chef du musée national d'Art Moderne.

Tous s'engagent à intervenir contre cette censure, chacun selon le mode qui lui semblera le plus efficace.

De plus, les commissaires de la biennale des peintres (qui a lieu au parc floral de Vincennes) ont décidé de fermer leurs salles, jusqu'à nouvel ordre. □

VIE culturelle

Voyages au bout de la nuit

Dominique Nores

Comment savoir ? Cette incertitude se lit dans les principaux articles qui tentent de dominer l'impression au jour le jour pour distinguer les grands mouvements de la création théâtrale actuelle. Ainsi, B. Poirot-Delpech, dans son bilan de fin de saison (*Le Monde*, 27-7-71), écrit : « Comment savoir sur le moment ce qui servira à une prise de conscience politique ou ce qui l'entravera ? » et il appuie sa « modeste » de jugement sur le fait que le spectacle le plus apolitique de la saison *Le Regard du sourd* de Bob Wilson, a été l'un des plus soutenus par la presse engagée.

L'importance qu'on a pu attacher, en effet, au *Regard du sourd* tient surtout à ce qu'il était une manifestation en rupture avec tout ce qu'on a coutume de voir sur nos scènes. Sorte de grand champ mental ouvert devant nous, celui peut-être profondément troublé d'un adolescent sourd-muet qui a vu une femme noire assassiner deux enfants avec des gestes d'une lenteur, d'une sûreté insoutenables, *Le Regard du sourd* frappait de précarité la plupart de nos manifestations scéniques qui, à coup d'emprunts, particulièrement aux grandes troupes américaines, véhiculent mal ce qu'elles veulent porter, que leur propos soit politique ou non.

Un rapport nouveau se créait là, entre spectacle et spectateur, dont il ne faut ni gonfler ni minimiser l'importance. Le spectacle de Wilson est de ceux qui ne peuvent être refaits, même pas par Wilson lui-même, mais il est un signe, celui de la nécessité pour le théâtre de ne pas se couper de ces racines profondes par lesquelles l'homme, quel que soit son projet, a constamment besoin de toucher terre.

Down, down, down

Les deux spectacles les plus importants que propose l'actualité parisienne n'ont pas le pouvoir d'envoûtement qu'avait *Le Regard du sourd*, mais l'un comme l'autre, *Alice au pays des merveilles* proposé par An-

dré Gregory et le « Manhattan Project » (1) et *C'était hier* de Harold Pinter, mis en scène par Jorge Lavelli (2), apparaissent comme des moyens d'investigation dans ces couches profondes de l'être que la vie ordinaire recouvre.

Dans une salle de l'Espace Cardin a été aménagé un lieu creux. C'est la grotte aux merveilles, l'endroit où se concentre le mana. Là Alice vit la plongée dans le labyrinthe où la précipite l'imagination de Lewis Carrol, plongée rêvée et vécue avec une curiosité jamais lasse, parce que chaque croisée de chemins suscite des êtres échappant aux lois du possible, et pourtant familiers.

Cette évocation d'Alice est faite par les comédiens uniquement au moyen de leur technique de jeu. Pas de costumes, pratiquement pas d'accessoires. Mais le sol se creuse sous les pas d'Alice quand les autres la font tourner comme une vrille s'enfonce.

Angela Pietropinto, qui a l'apparence d'une illustration pour livres d'enfants, sait admirablement doser l'étonnement et le manque de surprise. Elle est entrée dans un monde sans logique, où ce qu'on avale vous fait croire ou rapetisser, sans recours probable. Chacun n'y peut compter que sur soi ; le monde des merveilles est un monde de l'épouvante, étonnamment dur, brutal ; celui de l'anglais Lewis Carrol revu par l'américain André Gregory. Ce monde où il n'y a bientôt plus que des parois — celle du miroir, et, plus tragique encore, de la folie — est évidemment le nôtre. La seule rémission possible est celle du rêveur qui se retourne, échappant à un rêve pour en réinventer un autre.

Sans rémission

Dans l'œuvre de Pinter, les points de fuite et les parois qui se dressent ne sont pas extérieurs aux personnages, ils sont en eux, dans ces moments de leur vie qu'ils évoquent, mais dont il est impossible de savoir ce qu'ils ont été, ce qu'ils ont changé, et même s'ils ont été.

Pinter part d'une situation clairement exposée : Anna (Françoise Fabian), qui habite en Sicile depuis son mariage, revient en Angleterre et rencontre Kate (Delphine Seyrig), une amie avec laquelle elle a vécu pendant des années. Celle-ci est mariée avec Deeley (Jean Rochefort), ils habitent à la campagne.

Pourquoi Anna revient-elle, et pourquoi après vingt ans ? Par nostalgie d'une amitié ancienne ? La conversation est simple, banale ; Kate n'y prend presque pas part. Et soudain, Anna prononce une de ces phrases à partir desquelles tout glisse : elle n'est pas venue pour détruire. Alors, dans l'esprit du spectateur, tous les possibles surgissent ensemble : « Il n'y a pas, dit Pinter, de distinction absolue entre ce qui est réel et ce qui ne l'est pas, entre ce qui est vrai et ce qui est faux. Une chose n'est pas nécessairement vraie ou fautive, elle peut être vraie et fautive. » Sur la scène et dans la salle, chacun est amené, comme dit Delphine Seyrig, à « se faire son cinéma ». Et cela peut ne pas être le même. C'est même cette activité forcée du spectateur devant les pièces de Pinter qui explique leur attrait.

Lavelli, mieux que quiconque en France, instaure sur la scène ce mélange de réalisme et d'onirisme qui caractérise les pièces de Pinter. Insensiblement, il fait monter la pièce jusqu'à ce moment où, lumineuse et souriante, Delphine Seyrig exécute un meurtre sans cadavre. C'est une idée fondamentale de Pinter que, à partir d'un certain degré de compréhension des êtres l'un par l'autre, toute communication devient mortelle. Elle trouve dans l'interprétation que lui assure Jorge Lavelli et ses comédiens sa parfaite expression. □

(1) Espace Cardin, 1, avenue Gabriel. LIT. 63-81.

(2) Théâtre Montparnasse, 31, rue de la Gaité, 14°. 326-89-90.



Cinéma

Des canines longues aux longs couteaux

Alain Moutot

Pour beaucoup, le cinéma d'horreur constitue un sous-genre, réservé à des spécialistes maniaques. Hans Weisendorfer (après Polanski dans « *Le Bal des Vampires* ») vient avec *Jonathan* de démontrer combien, dans le cadre traditionnel de ces films, on peut en renouveler les thèmes.

Du reste, le réalisateur assaisonne tout de suite son film des ingrédients habituels qui constituent le plat de résistance des films de vampires ; mais pour mieux s'en débarrasser. Dans une valise, le jeune Jonathan emporte un chapelet d'ail, un crucifix, un pieux en bois et se fera dérober très vite l'attirail issu de la panoplie dont *Bram Stoker* dote ses héros. Débarrassé de ces broutilles en usage dans les films d'horreur, le spectateur est tout à la fois mis en appétit et distancé par rapport au sujet évoqué. Distanciation accentuée par le hiatus volontairement inséré au film et provoqué par des mouvements de caméras, très modernes, où l'histoire est saisie en direct, en contrepoint d'une reconstitution historique de l'Allemagne du XIX^e siècle à laquelle s'est livré Weisendorfer avec la méticulosité d'un collectionneur et la finesse d'un orfèvre.

L'impression de distance, voire de gêne vient aussi de la superposition des thèmes habilement articulés. Les aventures de ce garçon qui s'en va débarrasser une lointaine contrée des vampires sanguinaires, car ces damnés répandent horreur et affliction, se rattachent à la mythologie germa-

nique. Par bien des côtés, le film participe à ce grand cérémonial, ce carnaval où dieux et diables se déchirent dans une lutte impitoyable. A la tradition germanique, se rapporte aussi l'itinéraire moral du héros que les mille obstacles du chemin affermissent dans sa résolution et qui prend le pas sur le but final de l'entreprise.

Mais *Jonathan* se réfère également à une époque postérieure à celle où se déroule l'action du film. Comment ne pas reconnaître dans ces vampires issus d'une nuit opaque, les cauchemardesques chemises noires nazies ? Weisendorfer pousse le vice jusqu'à affubler le chef des vampires de la mèche d'Adolphe. Le rituel des réunions nocturnes, prélude à l'oppression qui s'abat sur la contrée, est conté comme on racontera un jour l'invasion de la peste brune du fascisme, ce qui explique la manière de reportage. Avec un tel sujet, le fantastique de convention rejoint l'horreur d'une réalité qui a véritablement été vécue.

Certes l'œuvre se présente comme un raffinement d'esthète que souligne la musique de Grieg, et ce, d'autant plus que le film est voué à une distribution restreinte. Par ailleurs, il ne faudrait pas chercher une explication à chaque symbole car le réalisateur manie aussi à sa guise l'ambiguïté pour renforcer l'effet. Mais on ne pouvait pas ne pas souligner, après un long croupissement dans la pornographie de bazar, le réveil du cinéma ouest-allemand. □

Brejnev à Paris

M. Bridier

La venue à Paris de Leonid Brejnev s'inscrit dans une série impressionnante de voyages diplomatiques et d'initiatives : rencontre avec Willy Brandt et avec Tito, visite de Podgorica à Hanoi et de Kossyguine à Alger. Pour ne pas être — et de loin — la plus importante, l'escale de Paris n'en est pas moins révélatrice d'une stratégie tous azimuts où la réponse, coup par coup, aux événements extérieurs l'emporte aujourd'hui sur les perspectives à long terme.

Depuis la conférence de Yalta jusqu'au 15 août 1971 (invitation, sur sa demande, du président Nixon à Pékin), la politique internationale de l'U.R.S.S. était fondée sur une conception de la coexistence conflictuelle qui reproduit à l'échelle internationale la pratique des partis communistes occidentaux dans leurs pays respectifs : juxtaposition de deux blocs, avec leurs zones d'influence bien définies, et négociation planétaire avec le bloc adverse dans le meilleur rapport de forces possible.

Une telle politique suppose une hégémonie incontestée dans son propre camp et le plus grand nombre possible de gages dans le camp adverse. D'où les opérations répressives de Budapest, de Berlin-Est, de Prague et de Varsovie. D'où la mainmise de l'Union soviétique sur une partie du Moyen-Orient et la présence massive de la flotte « russe » en Méditerranée, face à la flotte américaine.

Freinage systématique des mouvements révolutionnaires

Il n'y a jusque là, aucune contradiction majeure entre la recherche d'un accord mondial et ces affrontements statiques, avec des périodes de tension aiguë comme à Berlin-Ouest. Le maintien des positions de force et le contrôle de nouvelles positions sont au contraire un élément essentiel de la discussion elle-même. C'était d'ailleurs aussi, presque systématiquement, la politique américaine.

Il serait sans doute exagéré d'y voir, comme on l'a fait quelques fois, la renonciation définitive à l'hégé-

monie mondiale de l'un ou l'autre système. Du côté américain, on ne rêve certes plus guère depuis longtemps d'un renversement brutal du régime soviétique, mais on observe avec intérêt l'évolution des structures économiques et l'infiltration progressive du néo-marginalisme en U.R.S.S. Du côté soviétique, le socialisme universel demeure un acte de foi, mais sa réalisation s'estompe dans le grand lointain des certitudes religieuses. Il n'est pas à l'ordre du jour et passe plus, en tout état de cause, par la consolidation de l'U.R.S.S. et par la compétition économique avec les Etats-Unis que par l'agitation des peuples.

D'où le freinage systématique des mouvements révolutionnaires, surtout dans les zones où ils risqueraient de perturber l'équilibre international, comme l'Amérique du Sud et l'Europe occidentale — mais aussi le soutien minimum nécessaire pour que le partenaire-adversaire américain ne prenne pas à son tour des gages inquiétants (Cuba, Vietnam, Palestine et avant-hier, la Corée).

Plusieurs peuples ou gouvernements avaient déjà mis en cause ce merveilleux équilibre. Le premier fut le peuple grec et il le paya au prix le plus fort. Cubains, Vietnamiens et Palestiniens furent à la fois un obstacle à la grande négociation et un enjeu d'importance. Le schisme yougoslave, la ténacité albanaise, le nationalisme roumain furent autant de lézards pour l'édifice de l'hégémonie soviétique, sans pourtant remettre en cause fondamentalement la conception stratégique de Moscou.

Le conflit avec la Chine allait revêtir une importance infiniment plus grande, pour des raisons aussi bien quantitatives — la masse de la Chine elle-même — que qualitatives — le contenu idéologique du conflit et sa signification pour les révolutionnaires du monde entier.

Des rapports d'Etat...

La conception chinoise de la coexistence pacifique, en effet, remettait en cause les principes mêmes de la stratégie soviétique. L'un des fondements,

souvent mal compris, de la politique extérieure chinoise est la distinction entre les rapports d'Etat à Etat et les rapports de peuple à peuple ou de parti à parti. Le petit problème de protocole soulevé par le voyage de Brejnev — qui n'est pas membre du gouvernement mais se fait recevoir comme chef d'Etat et non comme secrétaire général du parti communiste — illustre à quel point cette distinction est étrangère aux dirigeants soviétiques.

Dès lors, par sa contestation de l'hégémonie et des principes mêmes de l'U.R.S.S. au sein du camp socialiste, la Chine devenait pour Moscou l'ennemi principal. Par son exemple, elle incitait les autres peuples à se libérer eux-mêmes par leurs propres impératifs sans remettre leur sort aux nécessités de l'équilibre mondial. Elle compromettait ainsi les perspectives soviétiques de négociation planétaire, comme le courant révolutionnaire compromet — toutes proportions gardées — la politique « bi-polaire » des partis communistes occidentaux.

Le rapport de forces vient de changer

Depuis quelques années l'Union Soviétique s'efforçait donc d'accélérer la réalisation du compromis avec les Etats-Unis pour avoir les mains libres contre la Chine, sans pouvoir, bien entendu, abandonner pour autant les gages indispensables à sa propre négociation ni prendre ouvertement des positions de repli (au Vietnam ou à Cuba par exemple) qui aggraveraient son discrédit dans le courant socialiste mondial. De même que les partis communistes français et italien ne peuvent jouer leur rôle de contre-poids et de contradicteurs privilégiés qu'en apparaissant comme les porteparole de la classe ouvrière, de même l'Union Soviétique ne peut mener à bien sa négociation avec les Etats-Unis qu'en préservant le mythe de son appartenance au camp socialiste et de son rôle dirigeant. D'où les contradictions apparentes et les hésitations de leurs politiques communes.

Mais le rapport de forces vient de changer brusquement avec l'échec américain au Vietnam et la crise monétaire qui en est pour une large part la conséquence. Frappé dans ses forces vives, l'impérialisme américain est obligé de reconnaître l'existence de son adversaire principal, la Chine populaire, qu'il feignait jusque-là d'ignorer. Le voyage de Nixon à Pékin est pour l'impérialisme américain une défaite aussi grave que la reconnaissance des « rebelles » algériens pour l'impérialisme français. Dans les deux cas, bien entendu, l'impérialisme s'efforce de réduire les pertes en tirant les avantages diplomatiques de la situation.

Pour l'Union Soviétique, c'est l'effondrement à la fois de son système d'équilibre, fondé sur le compromis avec les U.S.A. pour l'isolement de la Chine, et de son rôle d'interlocuteur principal. D'où l'agitation de ses diplomates depuis quelques semaines. Il s'agit de confirmer son rôle mondial et de contrecarrer l'influence chinoise tout en essayant de marquer localement des points, à la fois contre la Chine et contre les Etats-Unis.

En même temps, l'U.R.S.S. entre ainsi dans des contradictions nouvelles. Elle joue le traité de sécurité européenne pour éliminer les Etats-Unis de la zone, mais en même temps elle joue les contradictions inter-européennes. Elle mise sur l'Allemagne occidentale en traitant avec Brandt par-dessus les Américains, mais elle craint aussi l'unité allemande et maintient la balance entre les deux Allemagnes. Faute d'une stratégie mondiale cohérente, elle avance des cartes successives, soutient des positions contradictoires dont certaines peuvent être justes (appui au Vietnam, sécurité européenne...) sans être jamais rattachées à une ligne générale.

Moscou a cessé d'être un pôle idéologique pour n'être plus que la capitale d'un Etat. Son importance est grande dans le rapport de forces diplomatiques et militaires. En tant que référence pour le socialisme il en va tout autrement.

C'est bien un chef d'Etat et non le secrétaire d'un parti communiste qui vient à Paris la semaine prochaine.

